

UNIVERSITÉ DE PARIS --- FACULTÉ DE DROIT

LE CRÉDIT INDOCHINOIS

Essai sur l'organisation du crédit en Indochine

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 22 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

HUYNH XUAN CANH

Président : M. AFTALION.

Suffragants : MM. JÈZE.

ALLIX.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

LE CRÉDIT INDOCHINOIS

**Essai sur l'organisation du crédit
en Indochine**

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

(Décision de la Faculté du 1^{er} juillet 1926)

UNIVERSITÉ DE PARIS --- FACULTÉ DE DROIT

LE CRÉDIT INDOCHINOIS

Essai sur l'organisation du crédit en Indochine

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 22 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

HUYNH XUAN CANH

Président : M. AFTALION.

Suffragants : MM. JÈZE.
ALLIX.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

* 20132



AVANT-PROPOS

L'Indochine est riche. Son sol fertile la place parmi les premiers pays producteurs de riz du monde. Sa production en caoutchouc, encore faible, augmente rapidement et on espère qu'elle suffira un jour prochain à alimenter le marché métropolitain. Les plantations de café, de thé, les « grandes cultures tropicales » se multiplient en même temps que les exploitations minières, car la richesse du sous-sol indochinois ne le cède pas à celle de son sol. L'Indochine possède des mines de charbon, de zinc, d'étain, de plomb argentifère, de tungstène et même un peu d'or.

Largement pourvue de matières premières, l'Indochine est également bien partagée quant à la main-d'œuvre. Si la Cochinchine et certaines provinces de l'Annam manquent de travailleurs, par contre le delta du Tonkin est l'une des régions du globe où la densité de la population est la plus grande. Cette énorme réserve d'hommes suffit amplement à l'Indochine tout entière. Elle ne semble cependant pas assez abondante pour faire l'objet d'une « exportation » aux colonies françaises du Pacifique, bien que le gouvernement ait autorisé, encouragé l'envoi de travailleurs tonkinois en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides pour aider à l'exploitation de ces autres possessions d'Extrême-Orient.

Pour mettre en valeur ses richesses qui paraissent devoir dépasser les estimations les plus optimistes, de quels

moyens financiers, de quels organismes de crédit dispose l'Indochine ? Au moment où les « colonies » — c'est-à-dire, au sens abusivement étendu où on l'entend, les colonies proprement dites qui font partie du territoire français et les pays de protectorat qui sont distincts du patrimoine national — occupent une place chaque jour plus grande dans l'économie de la métropole, il nous a semblé qu'une analyse de la structure du crédit indochinois ne serait pas dépourvue d'intérêt. Le développement économique d'un pays, base de son influence politique, dépend de la bonne organisation de son crédit. L'Indochine, ce joyau du domaine colonial de la France, a-t-elle les organismes de crédit qui lui conviennent pour la préparer au rôle de premier plan qu'elle est appelée à jouer en Extrême-Orient ? C'est ce que nous nous sommes proposé de chercher.

Complexe par sa nature même, cette étude est encore malaisée du fait des difficultés de documentation, surtout en ce qui concerne les Banques qui n'ont pas leur siège en France. Aussi bien notre ambition est-elle seulement de faire le tour du problème du crédit en Indochine, de tracer un tableau de son organisation, de voir ce que le pays possède et ce qui lui manque, sans prétendre à épuiser la question ni à résoudre tous les problèmes qui s'y rattachent. D'autre part, laissant de côté ce qui concerne le crédit à la consommation, nous ne nous occuperons que du crédit à la production.

Il nous faut remercier ici le personnel du Ministère des Colonies, celui de l'Agence économique de l'Indochine et celui des Banques qui nous ont beaucoup facilité notre tâche.

INTRODUCTION

L'Indochine française (la « France d'Orient », disent les textes officiels rédigés en langue annamite) comprend cinq territoires soumis à des titres différents à l'influence française depuis la seconde moitié du XIX^e siècle :

une Colonie, la Cochinchine enlevée en deux fois à l'Empire d'Annam en 1863 et 1867,

et des pays de protectorat comprenant d'une part, le long de la mer de Chine méridionale le Tonkin et l'Annam, pays de race et de langue annamite, d'autre part, à l'intérieur des terres et séparés des premiers par la chaîne Annamitique, deux pays de race thaï, le Laos et le Cambodge, ce dernier à la veille de tomber sous l'influence annamite au moment de l'intervention des Français dans les affaires de l'Empire d'Annam.

Les Annamites, c'est-à-dire les habitants de la Cochinchine, de l'Annam et du Tonkin, sont de civilisation chinoise, les Laotiens et les Cambodgiens de civilisation hindoue. Ces 2 groupes ethniques inégalement évolués lors de l'établissement des Français en Indochine, demeurent différemment organisés au point de vue économique. Alors que l'ancien Empire d'Annam commence à être méthodiquement exploité, la mise en valeur du Cambodge et surtout du Laos, n'est pour ainsi dire pas commencée.

Ce retard est imputable en grande partie à la situation particulière du Laos, bloqué du côté du Cambodge par les rapides du Mékong et isolé d'autre part du bassin du Fleuve Rouge par la Chaîne Annamitique. Mais l'exécution du programme de travaux publics présenté

au dernier Conseil du Gouvernement et pour lequel une somme de 132 millions de piastres a été prévue (1) permettra de débloquer ce pays qui paraît être, plus encore que le Tonkin, pourvu d'un sous-sol très riche.

Cette diversité tant au point de vue du régime économique, qu'au point de vue politique fait que l'organisation du crédit en Indochine, en particulier du crédit agricole et foncier, doit être étudiée séparément pour chacun des pays qui sont réunis sous la dénomination d' « Indochine française ». En effet, si le régime monétaire est le même pour toute l'Indochine, le régime foncier comme l'organisation du crédit agricole en Cochinchine, colonie française, sont différents de ceux de l'Annam et du Tonkin, pays de protectorat. Nous ne parlons pas du Laos et du Cambodge où le crédit n'est pas organisé. Il convient cependant de noter qu'une Banque populaire agricole, semblable à celles qui fonctionnent en Annam et au Tonkin vient d'être fondée à Soairieng (Cambodge).

Nous examinerons en premier lieu l'organisation du Crédit agricole : l'Indochine si elle commence à entrer dans le mouvement industriel restera plus agricole qu'industrielle et l'on ne saurait trop s'occuper de développer le crédit aux agriculteurs, grands et petits.

La deuxième partie de notre Etude portera sur le Crédit foncier et la troisième sur le Crédit Industriel et Commercial.

(1) Les dépenses, réparties en huit années, seront couvertes pour : 60 millions par un emprunt, 28 millions par des prestations en nature, 44 millions par les ressources ordinaires du budget général de l'Indo-Chine de 1929 à 1936, la piastre valant actuellement environ 11 francs.

PREMIÈRE PARTIE

Le crédit agricole

CHAPITRE I

SON ORGANISATION EN COCHINCHINE

L'histoire de l'organisation du crédit en Cochinchine peut être divisée en 3 périodes : la première se termine à sa conquête par la France et à l'installation de la Banque de l'Indochine. La seconde période commence avec l'arrêté du 21 Avril 1876 instituant les prêts sur récoltes. La troisième et dernière période vient de commencer avec la diffusion des Sociétés de crédit agricole mutuel.

§ 1. — *Dans l'ancien Empire d'Annam.*

L'Empire d'Annam possédait-il une organisation du crédit ? Il ne semble pas que le législateur annamite se soit occupé de procurer le crédit à ses sujets (Nous disons sujets car le législateur, c'était l'Empereur lui-même). Cela n'a rien qui doive surprendre : ce n'est qu'à une époque relativement récente que l'on s'est occupé de cette question : la première loi sur le crédit agricole en France est celle du 28 Juillet 1860. D'ailleurs des préoccupations de cet ordre ne sauraient trouver place, nous semble-t-il, que dans les pays qui jouissent d'une certaine tranquillité intérieure et extérieure. Ce n'était pas le cas de l'ancien Empire d'Annam qui avait à lutter contre ses voisins du

Nord et du Sud, les Chinois et les Chams, et aussi contre les Cambodgiens.

Mais s'il n'a pas organisé le crédit le législateur annamite a cherché à combattre l'usure. Aux termes de l'art. 134 du code annamite, « celui qui, en affaires privées, « prête de l'argent ou bien qui prête sur gages, ne peut « en aucun cas, exiger un intérêt mensuel plus élevé que « 0,03 d'once d'argent (pour une once, soit 3 % par « mois » (1).

D'autre part, pour empêcher la capitalisation des intérêts le texte ajoute que, quelle que soit la durée des prêts, « il (le prêteur) ne peut exiger plus que la restitution du capital et d'une somme d'intérêts égale à ce capital... ».

Une ordonnance de 1872 (25^e année du règne de l'Empereur Tu-Duc) sanctionne ainsi cette interdiction : « Ceux qui enfreindront ces défenses et exigeront un « intérêt supérieur à 3 % ou des intérêts accumulés supérieurs au capital, seront passibles de 50 coups de rotin. « De plus, on comptera la quotité des intérêts calculés à « raison de 3 % par mois supérieurs au capital et on « prononcera pour incrimination au sujet d'un produit « d'action illicite » (2).

Bien plus, l'emprunteur qui s'entend avec son créancier pour violer les prescriptions de l'art. 134, encourt la même peine que le prêteur et le trop-perçu est confisqué par l'Etat comme produit illicite (3).

(1) *Code Annamite*, traduction Philastre, t. I, p. 601.

(2) *Recueil des principales ordonnances royales*, traduction Deloustal, N° 99, p. 85.

(3) *Code Annamite*, t. I, p. 196, commentaire officiel sous art. 23.

La répétition des interdictions dont les transgressions sont sévèrement réprimées, si elle témoigne de la sollicitude du gouvernement, montre aussi le peu d'efficacité de pareilles mesures. Les systèmes répressifs dans la lutte contre l'usure n'ont jamais réussi, en Annam pas plus que dans les autres pays, à protéger efficacement ceux qui ont besoin de crédit. « Les lois répressives de l'usure ne l'empêchent pas de se pratiquer elles la forcent seulement à se cacher et par suite, à se faire plus exigeante et plus dangereuse. A mesure que croissent les dangers attachés au métier de prêteur d'argent, l'usurier devient plus âpre au gain et se dédommage des risques qu'il court par l'énormité de ses profits. La protection légale se retourne ainsi contre ceux qu'on voulait protéger. Le remède à cette situation qui a tout l'air d'un cercle vicieux, ne peut venir que d'une bonne organisation du crédit : plus il sera facile de se procurer de l'argent dans des maisons sérieuses, pratiquant le prêt honnêtement, plus le taux de l'usure baissera. Mais le danger ne disparaîtra jamais complètement pour les gens besogneux, qui n'ont point de garantie à offrir à leurs prêteurs » (1).

Dans ces conditions le loyer de l'argent ne pouvait qu'être élevé, ce qui est fréquent et même la règle dans les pays où les capitaux sont rares, où la sécurité des titres de propriété n'est pas grande. La Cochinchine, pays neuf au XIX^e siècle, était encore très peu peuplée. La population clairsemée ne disposait en fait de capitaux que des seules ressources des gros propriétaires indigènes à la fois agri-

(1) Planiol, *Droit civil*, 9^e édit., t. II, p. 679.

culteurs et prêteurs d'argent et des fortunes acquises dans le pays par des émigrants chinois.

A ces deux catégories de prêteurs, l'installation des Français ajouta une troisième, celle des Chettys, banquiers originaires de l'Inde et arrivés dans la colonie on ne sait à quelle époque exactement. Leur nombre qui s'est beaucoup accru par la suite, a considérablement diminué depuis la guerre, par suite du développement de l'organisation officielle du crédit agricole et de l'extension des établissements de crédit français, qui prêtent à un taux moitié moindre.

§ 2. — *Les prêts sur récoltes.*

Le gouvernement colonial ne tarda pas à s'apercevoir que « si la colonie est riche, la main-d'œuvre abondante et la population disposée au travail », par contre l'agriculture manquait de capitaux et le taux des prêts à court terme ne descendait jamais au-dessous de 3 % par mois.

On voulut alors importer en Cochinchine le système de prêts sur récoltes qui avait fonctionné avec succès dans les anciennes colonies françaises des Antilles et de la Réunion.

Le décret du 21 janvier 1875 accordant à la Banque de l'Indochine le privilège d'émission pour la Cochinchine et l'Inde lui confère en même temps (art. 4) « tous les droits et privilèges en matières de prêts sur récoltes et de prêts sur marchandises édictées par la loi du 24 juin 1874 au profit des Banques coloniales ». Les statuts de la Banque de leur côté l'autorisent à les pratiquer. « La Banque peut consentir des prêts sur récoltes soit aux individus, soit aux collectivités agricoles ayant qualité de personne civile,

dans les conditions prescrites par la loi du 24 juin 1874. Lorsque ces prêts auront lieu avec le concours et la garantie de l'administration locale, ils seront effectués dans les formes et conditions établies d'un commun accord par la dite administration et la Banque » (art. 20).

La pensée du Département en accordant le privilège d'émission à la Banque de l'Indochine, était de doter la Cochinchine des facilités de crédit qui lui manquaient. « Dans ce pays nouveau, l'agriculture devait être son principal client. L'industrie n'y existe point encore, l'es-
« compte du papier de commerce y est forcément limité
« parce que les Chinois entre les mains desquels passent
« toutes les transactions, se font réciproquement des
« avances et des crédits qui rendent inutile l'intervention
« des Banques » (1).

Ce but a-t-il été atteint, et dans quelle mesure, c'est ce que nous verrons dans la suite de ce travail. Pour le moment, voyons comment ont fonctionné ces prêts.

A la différence de ce qui se passe aux Antilles où la Banque traite directement avec ses clients, la Banque de l'Indochine ne pouvant, ou ne voulant pas connaître les agriculteurs indigènes la Colonie offre son concours à la réalisation des prêts.

Par l'intermédiaire de l'Administrateur de la province la commune adresse à la Banque une demande énonçant les noms des personnes qui veulent contracter un emprunt, la situation des terres, leur contenance, l'évaluation de la récolte, la somme demandée (qui ne peut dépasser le tiers

(1) Rapport du Directeur des Colonies soumettant à l'approbation ministérielle le projet d'arrêté réglementant les prêts sur récoltes (31 mars 1876).

de la valeur de la récolte) et l'engagement de rembourser le prêt le 15 mai de chaque année.. La demande signée par le maire et deux notables est enregistrée par l'Administration qui se porte garant de l'emprunt. Les prêts sont faits au taux de 15 %, ramené à 11 % en 1886 (Arrêté du 21 janvier 1886), puis 8 % (Arrêté du 11 janvier 1897) avec ristourne de 2 % en faveur de l'Administration. « Par réciprocité et en échange des garanties et facilités données à la Banque, celle-ci s'engage à verser au trésor, tous les ans, la portion d'intérêts excédant 12 % sur l'ensemble des prêts garantis par l'Administration. »

L'institution, assez simple en apparence, fut cependant longue à donner quelques résultats, l'Administration ne sachant pas dès le début faire comprendre aux intéressés les avantages qu'ils pouvaient en retirer et leur faciliter le recours à ces prêts. Elle reconnaissait ainsi dix ans après dans une circulaire du 3 février 1886 que « la plupart des habitants et notables ignoraient l'arrêté du 21 avril 1876 et les formalités à observer pour emprunter. D'un autre côté, là où il y avait des demandes, les notables croyaient être responsables du remboursement des prêts — alors qu'en réalité ils ne l'étaient que de la sincérité de leurs déclarations et par suite exigeaient des emprunteurs de fortes remises qui rendaient l'institution stérile ».

Le tableau ci-après montre le peu de développement des prêts, surtout en regard du chiffre des avances sur nantissement faites par la Banque. Ainsi en 1885, les prêts sur récoltes se sont élevés à 194.213 francs contre 7 millions d'avances sur nantissement.

Prêts sur récoltes consentis par la Banque de l'Indochine

ANNÉES	MONTANT DES PRÊTS	ANNÉES	MONTANT DES PRÊTS
1880	131.996 francs	1904	774.191 francs
1881	136.326 —	1905	1.739.464 —
1882	319.786 —	1906	1.255.251 —
1883	272.209 —	1907	717.107 —
1884	188.850 —	1908	336.183 —
1885	194.213 —	1909	306.719 —
1886	401.510 —	1910	189.932 —
1887	457.644 —	1911	191.277 —
1888	935.618 —	1912	263.368 —
1889	525.421 —	1913	726.310 —
1890	273.059 —	1914	445.891 —
1891	212.128 —	1915	305.995 —
1892	178.225 —	1916	274.295 —
1893	185.375 —	1917	101.238 —
1894	243.052 —	1918	77.420 —
1895	88.650 —	1919	255.772 —
1896	335.646 —	1920	135.654 —
1897	351.451 —	1921	181.152 —
1898	469.937 —	1922	339.926 —
1899	532.784 —	1923	520.312 —
1900	274.920 —	1924	333.230 —
1901	363.589 —	1925	830.027 —
1902	429.682 —	1926	5.400 —
1903	601.700 —		

§ 3. — *Les Sociétés indigènes de crédit agricole.*

L'existence des Sociétés indigènes de crédit agricole en Cochinchine remonte à environ une dizaine d'années, mais on peut dire qu'elles y sont en germe depuis au moins vingt ans. Le premier acte relatif à ces organismes est l'arrêté du 11 juillet 1908 promulguant en Indochine les

lois des 5 novembre 1894 et 20 juillet 1901 sur les sociétés de crédit agricole en France.

Un autre arrêté du même jour (11 juillet 1908) autorise la création de syndicats professionnels en Cochinchine. L'arrêté ne vise pas expressément les indigènes, mais l'état de la colonisation à cette époque permet de dire que le gouvernement avait surtout en vue les syndicats qui pouvaient être formés par les indigènes. En fait, nous n'avons pas trouvé trace de l'existence d'aucun syndicat avant l'arrêté du 8 novembre 1912 sur la constitution des syndicats agricoles indigènes en Cochinchine. Ce qui a fait dire que M. Albert Sarraut, qui était alors Gouverneur général de l'Indochine, est le « père » des syndicats agricoles de la Cochinchine, officiellement tout au moins. Car il est établi maintenant que le mérite d'avoir introduit en Cochinchine la pratique du crédit agricole mutuel doit revenir à M^e A. Loye, qui s'en était déjà occupé dès 1907 alors qu'il était magistrat à Soctrang.

Sous le régime de l'arrêté du 8 novembre 1912, et avec le concours officieux de M^e A. Loye, un Syndicat agricole et une Caisse de Crédit agricole furent créés à Mytho et les essais commencés aussitôt. Pour un début les résultats furent assez encourageants. Si les prêts sur récoltes déposés dans les magasins de la Caisse n'ont pas réussi, par contre les prêts sur nantissement ont été très appréciés. Pourtant l'institution sans doute faute d'avoir donné des résultats tangibles, n'a pas été étendue aux autres provinces.

La guerre est venue peu après qui a désorganisé les services administratifs et le syndicat agricole seul a con-

tinué à fonctionner, au ralenti. L'administration pourtant ne s'en est pas désintéressée : Tout de suite après l'armistice paraît l'arrêté du 28 novembre 1918 créant un nantissement agricole en Cochinchine, destiné à faciliter l'octroi du crédit aux membres des syndicats et caisses de crédit agricole indigènes. Au lieu de recourir à l'hypothèque ou au nantissement immobilier ordinaire, l'arrêté du 28 novembre 1918 leur permet d'offrir en garantie des prêts consentis par les caisses de crédit agricole auxquelles ils sont affiliés, un nantissement sous seing privé à court terme de leurs immeubles appelé « nantissement agricole ». L'acte, une fois inscrit au dia-bô (registre foncier) est opposable aux tiers au même titre que l'hypothèque et le nantissement ordinaire. La transcription ne paie qu'un droit fixe de 1 piastre (11 fr. environ à l'heure actuelle) et les actes ne sont soumis au droit d'enregistrement que lorsqu'ils doivent être produits en Justice. En outre, et toujours en vue d'en étendre la pratique, il a été décidé (art. 7 de l'arrêté) que l'acte de nantissement est exécutoire par lui-même, en cas de non paiement à l'échéance.

Actuellement les sociétés indigènes de crédit agricole mutuel de Cochinchine sont régies par l'arrêté du 28 janvier 1928, qui a coordonné les différents textes réglementant la matière en s'inspirant de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole en France.

D'après l'Arrêté du 28 Janvier 1928 ces sociétés peuvent être constituées par tout ou partie des membres des syndicats agricoles indigènes d'une même province. Cette obligation pour les sociétés d'effectuer des opéra-

tions dans les limites de la circonscription administrative à laquelle elle ressort est fort heureuse quand on voit ce qui s'est produit en France pour les caisses locales. Jusqu'au Décret du 4 avril 1929, ces caisses constituées un peu partout même à raison de deux ou plusieurs dans la même région, pouvaient se rattacher aux caisses régionales qu'elles voulaient sans le moindre souci des circonscriptions administratives dans lesquelles elles se trouvaient.

Comme d'autre part les caisses ne communiquent guère entre elles, des agriculteurs pouvaient faire partie de plusieurs caisses locales en même temps sans qu'elles le sachent, et contracter des emprunts à toutes celles auxquelles ils sont affiliés. Ceux qui usent de tel procédé n'étant pas des personnes sérieuses, bien des prêts n'ont pu être remboursés et ce n'est qu'au moment de la liquidation de leurs biens qu'on s'aperçoit de la supercherie.

Le Décret du 4 avril 1929 est venu, un peu tard il est vrai, mettre fin à ces pratiques en décidant que les caisses locales nouvellement constituées ne peuvent commencer leurs opérations qu'après autorisation de la Caisse Nationale de crédit qui peut ainsi contrôler leur activité.

Les Sociétés de Crédit sont des sociétés « provinciales ». Leur action doit s'étendre seulement à une « région » déterminée : c'est quelque chose comme une caisse régionale. Leur durée comme celle des caisses métropolitaines de crédit agricole mutuel est illimitée, mais leurs statuts doivent être approuvés par le Gouverneur de la Cochinchine.

Elles ont pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole effectuée par

leurs sociétaires, les syndicats ou les membres des syndicats auxquels elles sont affiliées.

Les fonds avec lesquels travaillent les Sociétés proviennent de leur capital propre et des réserves, des dépôts qu'elles peuvent recevoir et surtout du réescompte de leur portefeuille d'effets.

Le Capital. — Leur capital est formé non d'actions comme les sociétés commerciales, mais de parts nominatives (art. 3) qui ne peuvent être transmises qu'avec l'agrément de la Société. Elles sont du reste affectées en privilège à la société pour toutes les obligations de ses membres vis-à-vis d'elle (1).

Les réserves. — La totalité des bénéfices, après paiement des frais généraux, intérêts, escomptes et amortissements, est affectée à la constitution d'un fonds de réserve dont le montant est fixé par le Gouverneur de la Cochinchine, sur la base du dixième de la moyenne des opérations des trois dernières années (art. 17).

Ce chiffre atteint le fonds de réserve ne reçoit plus que la moitié des bénéfices annuels, l'autre moitié devant être employé soit à la construction d'un siège social, soit à l'octroi des petits prêts.

Les dépôts. — Les Sociétés peuvent recevoir en dépôt, sans limitation les fonds ou titres appartenant aux syndicats auxquels elles sont rattachées, les titres déposés en

(1) Les statuts déterminent la part de responsabilité des sociétaires dans les engagements pris par la Société, responsabilité qui cesse d'ailleurs six ans après leur sortie de la Société (art. 18 de l'arrêté du 28 janvier 1928).

garantie par les membres de leur Conseil d'administration, ceux remis en garantie de prêts consentis. Les dépôts de fonds faits par les particuliers ou autres collectivités doivent être autorisés par le Gouverneur et à concurrence d'un montant déterminé pour chaque Société. Ils doivent être représentés par des valeurs immédiatement réalisables au moment des échéances.

Le réescompte. — L'art. 7 de l'arrêté du 23 janvier 1928 stipule que les sociétés de crédit agricole mutuel « peuvent » se procurer des capitaux en réescomptant leur portefeuille d'effets à un établissement de crédit agréé par le Gouvernement. Simple possibilité qui leur est offerte et qu'elles sont libres de ne pas user, pourrait-on le croire, d'autant plus que les dépôts qu'elles sont autorisées à recevoir sont limités en nature comme en montant. Elles ne peuvent fonctionner avec leur capital qui est dérisoire. Comme l'Indochine ne dispose pas de ressources analogues aux avances faites par l'Etat à la Caisse nationale de Crédit agricole de France (avance de 40 millions de francs et redevances annuelles de la Banque de France, redevances qui sont de l'ordre de dizaines de millions de francs) le réescompte de leur portefeuille est l'unique moyen pour les Sociétés indigènes de crédit de financer leurs opérations. Et pratiquement, elles fonctionnent comme des intermédiaires de la Banque de l'Indochine, chargés de répartir les sommes avancées par elle aux cultivateurs indigènes. L'arrêté du 28 janvier 1928, à ce point de vue, n'a pas changé le moyen pour les sociétés de crédit agricole de se procurer des ressources. Si, comme disent les textes officiels « de nouvelles et importantes facilités

sont accordées au crédit agricole mutuel en faveur des indigènes », par contre les « Sociétés de Crédit mutuel agricole », comme les Caisses de crédit qu'elles remplacent, ne fonctionnent que comme des auxiliaires non payés de la Banque de l'Indochine qui trouve dans les prêts agricoles faits avec la garantie de la Colonie un emploi peut-être pas aussi rémunérateur que les opérations de change, mais de tout repos. Elle aurait pu se dispenser d'y employer ces ressources qui trouveraient ailleurs un meilleur emploi, dira-t-on ? Sans doute mais il ne faut pas oublier que la Banque de l'Indochine est privilégiée et que l'octroi de son privilège avait eu pour contre partie l'obligation pour elle de faciliter le crédit à l'agriculture de la Colonie. L'obligation de prêter à 6 % par an des capitaux qui ne courent pas le moindre risque, à une clientèle qu'elle n'a pas à rechercher, est en vérité bien douce si l'on songe à l'importance du privilège dont elle jouit. Cela expliquerait aussi dans une certaine mesure, le peu d'empressement que met la Banque de l'Indochine à hâter le renouvellement de son privilège qui est arrivé à expiration depuis bientôt 9 ans et qui a été prorogé pour six mois à partir du 21 juin dernier (D. 18-6-1929). Elle a tout à gagner à voir prolonger une situation avantageuse pour elle.

Les opérations des sociétés de crédit. — Elles ne peuvent effectuer d'autres opérations que celles qui sont autorisées par l'arrêté du 28 janvier 1928 (art. 7 in-fine) et qui sont énoncés à l'art. 9.

Les prêts doivent être faits en vue d'opérations exclusivement agricoles. L'art. 9 distingue deux formes de prêts : le prêt à court terme d'une durée maximum d'un

an et le prêt à moyen terme remboursable par annuités en cinq ans.

Prêts à court terme d'une durée maximum d'un an (faits directement par les Sociétés). — Ces prêts ne peuvent être consentis que lorsque la Société a constitué son fonds de réserve et avec l'autorisation du chef de l'administration locale et dans les limites fixées par lui.

La garantie de ces prêts peut être réelle (Warrant agricole) ou personnelle (caution). Dans le dernier cas le prêt ne peut excéder 500 piastres.

Prêts à moyen terme. — Ces prêts sont remboursables en 5 ans par amortissements annuels dans les conditions déterminées par les Statuts de la Société. Ils peuvent être garantis soit par le nantissement agricole institué par l'arrêté du 28 novembre 1918 (art 9 b) soit par un dépôt de titres émis en piastres dans la colonie par le gouvernement ou les établissements publics, ou d'obligations émises avec une garantie hypothécaire (art. 10 *in fine*).

Deux catégories de personnes peuvent bénéficier des prêts de cette nature, les membres de la Société de crédit et les membres du Syndicat agricole auxquels elle est affiliée. Les prêts consentis aux membres du Syndicat agricole pour les besoins courants de leur exploitation (acquisition de matériel, ou de cheptel, paiement des salaires des ouvriers, etc...) ne peuvent excéder 1.000 piastres. Pour leur permettre d'acquérir de petites propriétés, des prêts de 2.000 piastres au maximum peuvent leur être accordés.

Les membres de la Société, au contraire peuvent

emprunter jusqu'à concurrence de 10.000 piastres, dans les mêmes conditions. Des prêts supérieurs à cette somme peuvent même leur être consentis à condition qu'ils n'excèdent pas 30 % de la valeur du gage foncier qui les garantit et que le montant total des prêts de cette nature soit inférieur au quart du volume des prêts en cours consentis par la Société. Ces prêts doivent en outre être soumis à l'examen de la Commission prévue à l'art. 27 de l'arrêté du 28 janvier 1928.

Les dépôts. — Les Sociétés, nous l'avons vu, peuvent recevoir des dépôts à terme de leurs membres auxquels un intérêt peut être servi, des dépôts de fonds ou de titres du syndicat agricole auxquels elles sont rattachées, des dépôts de titres appartenant aux membres du Conseil d'Administration en garantie de leur gestion, des dépôts de titres faits par les clients ou sociétés en garantie de leurs opérations.

Elles peuvent se faire autoriser par le Gouverneur de la Cochinchine à recevoir (pour un maximum déterminé) des dépôts de fonds de toute personne ou collectivité.

D'autre part, art. 17, les Sociétés doivent se constituer avec le solde des bénéfices nets des réserves dont le minimum est le 1/10 du volume moyen des opérations des trois dernières années. Ce chiffre atteint, le fonds de réserves ne reçoit plus que la moitié des bénéfices nets, l'autre moitié devant servir soit à la construction d'un siège social, soit à des petits prêts.

Taux de l'intérêt. — Les sociétés ne peuvent prêter à plus de 12 % par an (art. 14) taux qui doit être ramené

à 10 % au maximum dès que leur gestion financière sera équilibrée, et au plus tard au début du quatrième exercice. Ce taux est réduit de 2 % pour les anciens combattants de la guerre 1914-1918 : pensionnés militaires, décorés de la Croix de guerre, blessés ou réformés pour faits de guerre, ou même simples engagés volontaires pendant la guerre.

Actuellement sur les 18 Sociétés en fonctionnement, 12 prêtent à 10 %, la Banque de l'Indochine leur faisant un escompte de 6 % (8 % mais avec 2 % de ristourne à la Colonie qui en fait généralement abandon à la Caisse).

Fonctionnement des Sociétés. — Les Sociétés sont administrées gratuitement mais des indemnités peuvent être accordées à certains membres du bureau, au trésorier, au directeur, indemnités dont le montant doit être déterminé par l'Assemblée générale des membres.

Comme pour les prêts sur récoltes, les opérations effectuées par la Banque d'Indochine avec les sociétaires sont garanties par le budget local de la Cochinchine. La garantie consiste en un visa des effets par le Gouverneur de la Cochinchine, représentant la Colonie. Dans la pratique le Gouverneur délègue ce pouvoir aux chefs de provinces. La garantie est apparemment très solide si l'on juge d'après la qualité de l'aval et pratiquement elle l'est, ou du moins elle l'a été jusqu'ici. Mais peut-elle couvrir le prêteur en cas de contestation ? Les Sociétés de crédit agricole mutuel étant par définition sociétés commerciales (l'administration le reconnaît à l'art. 21 de l'arrêté du 28 janvier 1928), le chef de l'administration locale ou son délégué, en apposant son visa sur l'effet, souscrit par

l'emprunteur, fait acte de commerce. Or, les fonctionnaires, même coloniaux, n'ont pas qualité pour faire des actes de commerce et un débiteur retors pourrait s'en prévaloir pour créer des difficultés à l'administration. Nous ne disons pas qu'il pourrait refuser de payer sa dette, l'administration locale disposant toujours de moyens, extra-légaux au besoin, pour se faire rembourser. Cette situation anormale qu'on souhaiterait voir disparaître n'a certainement pas échappé à nos dirigeants locaux. La garantie de la Colonie se comprenait avec le fonctionnement des prêts sur récoltes, la Banque ne connaissant pas ou imparfaitement les clients qui lui étaient présentés par l'administration provinciale, et qui offraient une garantie illusoire, tant il était difficile d'apprécier la solidité des titres de propriétés. Aujourd'hui avec les Sociétés de crédit agricole mutuel, qui disposent de capitaux propres, la Banque ne court pour ainsi dire aucun risque, d'autant plus que tous les membres sont solidairement responsables des engagements pris par leur groupement. Et les Sociétés auraient pu fonctionner sans cette garantie qui d'ailleurs n'a jamais joué. On nous répondra qu'en pays d'Orient plus que partout ailleurs, la menace d'une contrainte administrative agit heureusement sur le public : il suffit que la garantie de la Colonie existe pour que l'indigène ne soit pas tenté de se soustraire à ses engagements. Il ne semble pas que l'on ait pensé à pareille éventualité et le maintien de la garantie du gouvernement paraît plutôt une survivance historique.

Avantages particuliers. — Les Sociétés de crédit agri-

cole mutuel jouissent d'un régime de faveur au point de vue fiscal (art. 25).

Elles sont dispensées du droit de patente. Les parts d'intérêts ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Les actes de nantissement agricole au profit de ces Sociétés ne sont assujettis au droit d'enregistrement que lorsqu'ils sont produits en justice. Les bâtiments qui les abritent sont exempts d'impôts comme ceux des exploitations agricoles.

En contre partie de ces multiples avantages, les Sociétés sont soumises au contrôle du Gouvernement de la Cochinchine et de ses représentants (art. 26) contrôle qui s'exerce à 2 degrés. Leurs opérations sont surveillées dans chaque province par une commission présidée par l'Administrateur chef de la province. D'autre part, l'ensemble des caisses de la Colonie est contrôlée par une Commission centrale, dirigée par l'Inspecteur du Crédit agricole en Cochinchine est composée de : 2 conseillers coloniaux dont 1 indigène, 1 représentant de la Banque de l'Indochine, le Chef de la Conservation foncière en Indochine, le Chef des Services agricoles, un Payeur du Trésor et 2 représentants des Sociétés de crédit agricole mutuel.

La Commission présente chaque année un rapport à son Président, un Inspecteur des affaires politiques et administratives faisant fonction d'Inspecteur local du Crédit agricole en Cochinchine.

Le tableau suivant montre que le volume des prêts s'accroît plus rapidement que le nombre des adhérents. La diffusion de la mutualité agricole est encore faible : 10.000 adhérents seulement pour une population exclusivement

DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS INDIGÈNES
DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

ANNÉES	Nombre de caisses	Nombre d'adhérents	Capital nominal	Montant des opérations
			piastres	piastres
1920	6	2.099	108.000	1.567.946
1921				
1922	8	3.045	147.486	2.159.491
1923	9	3.347	175.465	2.808.289
1924	11	3.939	263.873	3.811.995
1925	15	5.000	379.474	4.665.416
1926	16	7.420	232.080	5.682.104
1927	17	8.016	266.710	7.485.069
1928	20 (1)	10.244	295.430 (2)	11.539.491

agricole de plus de 3 millions d'habitants ! Il y a encore bien des personnes à faire profiter des avantages de la mutualité. Malgré leur faible extension, les Sociétés ont déjà réagi heureusement sur le taux de l'intérêt des prêts agricoles entre indigènes. Leur concurrence a amené les prêteurs Chinois et Annamites à modérer leurs exigences et à baisser leur taux. Les taux de 18 % par an, assez rares il y a quelques années, sont maintenant pratiqués fréquemment. Sous la pression du Gouvernement les Sociétés ont renoncé aux prêts supérieurs à 10.000 piastres, réservés aux établissements de crédit privés qui commencent à se multiplier en Cochinchine. En 1928, les deux tiers de nouveaux prêts sont accordés aux petits emprunteurs et la moyenne des prêts est passée de 2.000 à 1.800 piastres.

(1) Les premières sociétés ont été créées en 1918 à Baclien, Soc-trang, Cantho, Longxuyen.

(2) Sur ce montant, 217.735 piastres ont été versées. Les réserves s'élèvent à 633.682 piastres. Le total des ressources propres des sociétés, soit 851.417 piastres, n'atteint pas le 1/10 du volume des opérations. Les 9/10 des capitaux sont fournis par la Banque de l'Indochine, les dépôts étant insignifiants.

D'autre part des prêts de 100 piastres qui constituent un crédit vraiment populaire ont été faits par les Sociétés nouvellement constituées dans les provinces pauvres qui en étaient dépourvues jusqu'ici.

Les rapports du Gouverneur de la Cochinchine vantent la prospérité de ces Sociétés qui disposent en 1928 d'un avoir total de 863.923,66 piastres (soit près de 9 millions de francs et plus de 4 fois le capital versé), dont le fonctionnement ne coûte rien à l'administration et qui ont permis l'année dernière de conserver à la Colonie plus de un million de piastres provenant de la différence en moins des intérêts que les indigènes auraient dû payer aux prêteurs chinois et hindous si les Sociétés n'avaient pas existé. — L'Inspecteur général de l'agriculture de l'Indochine, au contraire, serait partisan de leur suppression et de leur remplacement par les Banques populaires. M. Yves Henry qui a bien voulu nous recevoir à son dernier passage à Paris, leur reproche en effet d'avoir servi aux membres influents à accaparer toute la propriété foncière, et de donner naissance à un prolétariat agricole quasi-servile. Cette accusation, en l'absence de chiffres irréfutables, semble démentie par les dernières nouvelles que nous avons reçues de Cochinchine. Venant de milieux indigènes divers elles paraissent refléter l'état d'esprit de toute la population indigène. Or de nos informations il ne ressort pas que le petit cultivateur ait vu sa situation empirer depuis la création des Sociétés de crédit. Ce qu'on a pris pour un accroissement du prolétariat agricole ne serait-ce pas un développement très rapide des grandes exploitations ? Les membres des Sociétés, en effet, profitant du bon marché du

crédit qui leur est offert, ont procédé à la mise en valeur de concessions plus étendues et plus nombreuses qu'auparavant, en même temps d'ailleurs que les colons français et les grandes sociétés agricoles qui sont en majeure partie des filiales des Banques françaises. Si le petit cultivateur indigène risque de ne plus trouver de terres à défricher, la faute si faute il y a, en retomberait non sur les seuls propriétaires indigènes mais également sur les colons français isolés ou groupés en sociétés ; mais son sort n'a pas empiré et il peut trouver du crédit dans de meilleures conditions qu'auparavant.

Cette mise au point faite il demeure exact que le crédit agricole mutuel de Cochinchine n'est pas populaire. Les garanties dont l'administration a jusqu'ici entouré les opérations effectuées par les sociétés en ont fait une institution pratiquement réservée aux gros propriétaires qui seuls ont des terres à donner en nantissement de leurs prêts. On a bien pensé à faire jouer la garantie personnelle, mais outre que la propagande officielle en faveur du Crédit mutuel est insuffisante, les formalités qu'il exige, les déplacements qu'il occasionne ne sont pas de nature à attirer le petit emprunteur, autant de facteurs dont il importe de tenir compte. Pour un taux même 2 ou 3 fois plus élevé que celui des sociétés, le petit agriculteur préférera emprunter à son voisin ou à son propriétaire qui sera seul avec lui à le savoir endetté, plutôt que de s'adresser à la Société.

Pour empêcher la constitution de ce prolétariat agricole dont quelques personnalités du monde colonial cochinchinois ont signalé, prématurément à notre sens, l'apparition.

rition, pour venir en aide aux petits et moyens cultivateurs qui plus encore que les gros propriétaires ont droit à la sollicitude du gouvernement, étant les véritables auteurs de ces richesses dont les autres profitent plus qu'eux-mêmes, il convient de « populariser » davantage le crédit agricole en Cochinchine. L'organisation actuelle des Sociétés ne permet pas d'atteindre ce but, même après l'achèvement du cadastre (ce qui ne se produira pas de sitôt) comme l'espère le Gouvernement : le crédit est encore trop loin de ceux qui ont recours à lui, il faut qu'il vienne à eux.

La propagande commencée par l'administration en 1928 doit être continuée, intensifiée et organisée méthodiquement. La distribution de tracts et brochures, même rédigés en langue indigène ne suffit pas. Les petits cultivateurs sont en général peu instruits et dans certaines provinces du Centre et de l'Ouest ils sont constitués par une forte proportion de Cambodgiens qui ne lisent pas le quôc-ngu. Il faudrait des conférences, des causeries faites non par les fonctionnaires des provinces souvent insuffisamment informés, mais par des tournées fréquentes, confiées à un personnel spécialisé, qui profiterait de son passage dans les provinces pour conseiller les Sociétés et vérifier en même temps leur fonctionnement.

Ces mesures ne constituent cependant qu'une partie de l'œuvre à accomplir. La notion de mutualité pour donner son plein rendement, ne doit pas être inculquée seulement à l'homme mûr. Elle doit faire partie de tout enseignement élémentaire : il faut l'enseigner aux enfants des écoles

pour que devenus adolescents ils soient à même d'apprécier ses bienfaits.

Tout ce vaste programme ne saurait naturellement être exécuté par le Chef de province qui a déjà bien du mal à remplir convenablement ses fonctions. Sa réalisation ne peut être confiée qu'à un personnel spécialisé dans ces études et convaincu de la beauté de l'œuvre à accomplir. La tâche est immense mais nous sommes persuadé que M. Yves Henry saura la mener à bien. Sa haute compétence et le sentiment profond qu'il a de son rôle que, par un bien heureux hasard pour l'Indochine, il est appelé à jouer dans la constitution de la base de la richesse de ce pays lui permettront sans nul doute de donner au problème une solution élégante.

On reproche également aux Sociétés de Crédit d'avoir une comptabilité mal tenue. Cela n'a rien qui doive surprendre : les caisses locales métropolitaines qui sont comparables à ces sociétés ne peuvent tenir elles-mêmes leur comptabilité. Tout leur travail comptable est confié par la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées à un comptable professionnel. L'administration locale d'ailleurs a envoyé les employés des Sociétés faire des stages à la Banque de l'Indochine pour parfaire leurs connaissances en comptabilité.

Les Sociétés, dit-on encore, mélangent le court et le moyen terme, ce qui a pour effet de faire perdre aux emprunteurs la notion de l'échéance. — S'il est vrai que beaucoup de prêts ne sont pas remboursés ni même amortis à l'échéance, cela ne prouverait qu'une chose, que le contrôle du Gouvernement n'est pas assuré, encore qu'il

soit malaisé. Il faudrait obliger les Sociétés qui ne peuvent rentrer dans leurs prêts à cesser toute opération de quelque importance pour ne faire que des petits prêts et pratiquer un crédit vraiment populaire.

CHAPITRE II

LE CRÉDIT AGRICOLE FRANÇAIS EN COCHINCHINE

La Cochinchine, pays chaud et éloigné de la Métropole, ne peut, malgré sa fertilité, attirer le petit colon français. Elle ne peut être qu'une colonie d' « exploitation » pour employer une expression classique, qui tente seulement des colons assez riches pour demander en concession de grandes étendues de terres, encore que le concessionnaire particulier commence à disparaître devant les Sociétés anonymes disposant de puissants moyens financiers, et d'appétits plus grands aussi. Par suite de son éloignement de la métropole qui rend les déplacements très coûteux, de l'ignorance des agriculteurs métropolitains de ce qui touche aux choses coloniales, le nombre des colons français est très faible en Cochinchine. On en compte actuellement un millier parmi lesquels des Hindous et des Annamites naturalisés français. Dans le nombre figurent beaucoup de personnes dont le qualificatif de colon est pour ainsi dire un titre honorifique. Ce sont, ou des fonctionnaires ou des industriels, des commerçants qui « font » du caoutchouc ou du riz, soit parce que c'est la mode, soit parce qu'ils y voient un placement de tout repos, leurs rizières étant louées à une espèce de gérant qui s'occupe de trouver les indigènes pour les cultiver.

En résumé des propriétaires en petit nombre, généralement assez riches, ne cultivant pas eux-mêmes leurs terres mais les louant ou dirigeant seulement leur exploitation, tels ont été jusqu'à ces dernières années les caractéristiques des colons français en Cochinchine.

tères de la colonisation agricole européenne en Cochinchine.

A ceux qui en avaient besoin la Banque de l'Indochine accordait les mêmes facilités de crédit qu'aux indigènes, l'arrêté du 12 décembre 1893 ayant étendu aux Français la faculté d'obtenir des prêts sur récoltes.

Ceux qui ne peuvent offrir en garantie leurs récoltes, comme les planteurs d'hévéas, dont les plantations ne rapportent qu'au bout d'une dizaine d'années, trouvaient également à la Banque, toujours avec la garantie de Colonie, les fonds qui leur permettaient soit d'entrer en campagne, soit d'attendre le moment où ils pourraient commencer les saignées, sans compter les subventions et primes du gouvernement.

Le rapport au Conseil Colonial donne pour 1922 les chiffres suivants :

Subventions	50.000 piastres
Prêts-primes aux plantations produc-	
tives	2.937 »
Primes à la sortie	343.064 »
Prêts	139.696 »

Les avances de la Banque de l'Indochine, faites avec la garantie de la colonie se sont élevées à 1.060.635 piastres, qui ont été tout récemment remboursées, après bien des tiraillements, les débiteurs voulant à tout prix y voir des « subventions » du gouvernement.

La réorganisation des Sociétés indigènes de Crédit Agricole mutuel en abrogeant la réglementation des prêts sur récoltes a privé les colons français d'un appui financier

sur lequel beaucoup comptaient, leur nombre devenant chaque jour plus grand. Le statut français, différent du statut indigène, ne leur permet pas en effet d'avoir recours au nantissement agricole plus simple et beaucoup moins onéreux que l'hypothèque, tout en étant aussi sûr. Ils ont constitué depuis deux ans un Syndicat et une Caisse de crédit agricole mutuel à laquelle la Banque de l'Indochine accorde les mêmes facilités qu'aux Sociétés indigènes, avec la garantie du Gouvernement local. La Caisse groupait 92 membres à la dernière assemblée générale de 1929. Les prêts se sont élevés pour l'année dernière à 98.000 piastres, *dont un seul prêt à court terme* de 1.000 piastres, le reste étant des prêts à moyen terme avec garantie hypothécaire.

Les colons français, dont la grande majorité font des hévéas ou des cultures autres que le riz, ont besoin de crédits importants, à cause de l'importance de leurs exploitations. Aussi ont-ils demandé au gouvernement de relever de 10.000 à 20.000 piastres le maximum des prêts que peut accorder leur Caisse, qui veut cependant se placer sous le régime des Sociétés indigènes. Nous ne savons quelle suite a été donnée à ce vœu qui peut paraître inopportun au moment où le Gouvernement oblige les Sociétés indigènes à renoncer aux prêts supérieurs à 10.000 piastres, qui doivent être en principe réservés aux Etablissements de crédit privés. Le colon français a droit autant sinon plus que les cultivateurs indigènes à la sollicitude du Gouvernement et il convient de proportionner l'aide pécuniaire à l'importance de ses besoins en crédit, mais nous voyons mal comment l'on pourrait donner satis-

faction à ce désir légitime sans renier la politique suivie jusqu'ici par le Gouvernement. La meilleure solution consisterait dans la levée de l'interdiction pour les Sociétés indigènes de faire des prêts supérieurs à 10.000 piastres, un contrôle plus sévère de la destination des fonds prêtés suffisant à empêcher les abus que l'on a dénoncés. Ce qui donnerait satisfaction à la fois aux uns et aux autres car bien des indigènes ont des exploitations comparables en importance à celles des colons français et il serait malhabile de les mécontenter en créant une différence qui ne saurait se justifier.

Le dernier rapport à l'assemblée générale note que les membres de la Caisse ont surtout demandé des prêts hypothécaires à moyen terme : sur dix-huit demandes de prêts il n'y en a eu que deux à court terme, dont un seul a été retenu. Les colons français sont surtout des concessionnaires de terres non encore défrichées ou des propriétaires d'exploitations qui ne sont pas encore entrées dans la période productive, ils ont besoin de gros capitaux pour la *mise en route* de leurs cultures, ce qui explique que le prêt à court terme ne peut leur convenir pour le moment.

Leurs besoins en crédit sont différents de ceux des indigènes et c'est une chose dont il faut tenir compte dans l'organisation du Crédit agricole de la Cochinchine : il leur faut maintenant davantage de crédit à moyen terme.

Pour éviter les frais élevés d'hypothèque, les membres de la Caisse ont songé à recourir aux warrants agricoles qui peuvent être créés par une simple déclaration au Greffe de la Justice de paix ou au Tribunal de première instance du lieu (Loi du 30 Avril 1906). Le warrant qui

permet d'emprunter jusqu'à la moitié de la valeur des récoltes, n'a guère été très employé en France sauf dans les régions vinicoles du Midi où son usage s'est très développé, à cause de la nature du produit sur lequel il porte. En effet, la circulation des boissons étant subordonnée à la délivrance préalable d'un laissez-passer, par une entente entre les établissements de crédit et l'administration des Contributions indirectes, pratiquement aucune réalisation de vins en cave ne peut s'effectuer sans que les bénéficiaires de warrant ne soient prévenus.

Il semble que le warrant agricole a des chances de se développer en Cochinchine où les membres de la Caisse de Crédit, très peu nombreux encore, peuvent se connaître tous.

CHAPITRE III

LE CRÉDIT AGRICOLE DANS LES PAYS DE PROTECTORAT

Les Sociétés indigènes de crédit agricole mutuel que nous venons d'étudier sont propres à la Cochinchine où elles sont l'aboutissement d'une organisation commencée depuis l'installation des Français dans ce pays, l'Annam et le Tonkin continuant à être régis par le système des prêts sur récoltes qui, pas plus qu'en Cochinchine, n'y ont donné de résultats appréciables.

En 1925, l'Administration locale, se départant de l'isolement où elle s'est confinée jusqu'alors, a commencé à s'occuper de ce qui se fait chez les peuples voisins. Elle avait envoyé une mission d'études aux Indes Néerlandaises chez ces maîtres de la colonisation que sont les Hollandais. Elle a fini par se rendre compte qu'il ne peut y avoir que profit pour elle à connaître ce qu'a fait la Hollande, le premier pays et de bien longtemps qui se soit occupé méthodiquement de mettre en valeur ses colonies. Nous ne disons pas que la France a beaucoup à apprendre des Hollandais, mais de leur expérience, des résultats qu'ils ont obtenus, comme des erreurs qu'ils ont commises, toute nation colonisatrice peut tirer d'utiles enseignements pour sa politique coloniale, en tenant compte bien entendu de l'évolution différente des peuples colonisés.

Les observations recueillies au cours de la mission furent publiés dans le *Bulletin économique de l'Indochine* en 1925 et 1926. Elles ont servi à organiser le Crédit populaire institué par l'arrêté du 4 septembre 1926. Une con-

vention passée le 6 septembre de la même année avec la Banque de l'Indochine, procure au Gouvernement les fonds nécessaires au fonctionnement de l'institution. En vertu de cette convention la Banque ouvre à la Colonie un compte spécial de un million de piastres pour financer les opérations des Banques provinciales. — Une étude succincte du crédit agricole des Indes Néerlandaises à la suite de M. Yves Henry montrera dans quelle mesure la copie s'est inspirée du modèle et si elle lui est supérieure.

§ 1. — *Le Crédit populaire agricole
aux Indes Néerlandaises.*

Le Service du crédit populaire agricole aux Indes néerlandaises est distribué par l'intermédiaire de trois organismes : à la base de l'institution, les banques communales, au-dessus d'elles les banques provinciales et, contrôlant les unes et les autres, la Caisse Centrale.

Les Banques communales dont l'action s'arrête aux limites de chaque commune, datent de 1900. L'administration les a créées pour suppléer à l'insuffisance des services rendus par les greniers communaux qui ne font que des prêts en nature, les prêts de paddy, pour combattre la famine.

Les Banques provinciales, qui existent dans chaque circonscription administrative, sont des sociétés sans actionnaires. Elles ne possèdent qu'un capital infime et travaillent surtout avec leurs réserves, qui absorbent la totalité de leurs bénéfices nets, les avances de la Caisse centrale qui portent intérêt à 3 % par an, et les dépôts qui sont considérables. Ces Banques reçoivent toutes

sortes de dépôts et de toutes personnes : dépôts à vue portant intérêt à 4 % l'an, dépôts à six mois ou un an de préavis portant intérêt à 5 % l'an, comptes courants de tous établissements publics ou collectivités. Elles prêtent à des taux variant entre 9 et 12 % par an.

La Caisse centrale créée en 1913, fonctionne comme Société autorisée, sous le contrôle de l'Administration. Jusqu'à cette époque les Banques provinciales étaient financées directement par le service du Crédit agricole : l'expérience ayant démontré le peu d'efficacité d'une tutelle administrative trop étroite, le Gouvernement a décidé de remettre ce soin à une société dont il fournirait le capital et qui fonctionnerait sous son contrôle. Les résultats obtenus depuis cette transformation ont montré qu'on avait vu juste.

§ 2. — *Le Crédit populaire agricole en Indochine.*

Le Crédit populaire agricole tel qu'il a été organisé par l'arrêté du 21 juillet 1927 ne fonctionne encore que dans les pays de protectorat (en particulier en Annam et au Tonkin) qui ne possèdent pas de Sociétés de crédit agricole mutuel comme la Cochinchine. Jusqu'à l'arrêté du 21 juillet 1927 en effet les agriculteurs de l'Annam et du Tonkin vivaient sous le régime de l'arrêté du 11 janvier 1897 qui a étendu à ces pays l'institution des prêts sur récoltes de Cochinchine.

Le Crédit populaire agricole basé sur la mutualité comme en France est distribué en Indochine au moyen de trois organismes qui rappellent l'organisation métropolitaine. Au premier degré, des Comités communaux faisant

des prêts à court terme d'une valeur ne dépassant pas 100 piastres, au-dessus de ces comités et les contrôlant, des Banques provinciales accordant les prêts supérieurs à 100 piastres, créditant les comités communaux et administrant leur avoir statutaire. Enfin, à la tête de l'organisation une Caisse centrale qui crédite à son tour les Banques provinciales et administre les fonds destinés à réparer les dommages causés par les accidents naturels (typhons, inondations, etc.).

La Banque provinciale est le pivot de l'organisation. Elle est constituée sous forme de société civile à capital variable régie par les art. 1832 et ss. C.C., pour une durée de cinquante ans. Elle doit avoir l'autorisation de l'administration locale pour fonctionner. Son objet est de consentir des prêts aux agriculteurs et aux collectivités pour l'achat de terrains de cultures, de semences, d'engrais, de cheptel et de tous outils et machines agricoles, pour le paiement de toutes dépenses se rapportant à la culture.

Les capitaux dont elle dispose comprennent :

Son capital social et ses réserves;

Les avances ou emprunts obtenus sur les fonds du Crédit populaire agricole;

Les dépôts à terme de ses membres.

Le Capital. — Le capital variable est constitué de parts nominatives dont le maximum est fixé à une piastre pour les particuliers et à vingt-cinq piastres pour les collectivités et les communes.

Les Réserves. — Après attribution de 2 % au Directeur de la Banque et 25 % aux Comités communaux, le

solde des bénéfices annuels est réparti par moitié, au fonds de réserve de la Banque et à celui des Comités communaux.

Les avances ou emprunts sur les fonds du Crédit populaire agricole. — Les prêts consentis sur les avances ou emprunts ne pourront excéder un montant de 1.000 piastres pour les prêts aux particuliers et 2.000 piastres pour ceux faits aux collectivités et communes.

Les Dépôts. — La Banque ne peut accepter de dépôts que de ses membres, et seulement des dépôts à terme de six mois ou d'un an auxquels elle ne doit servir qu'un intérêt inférieur à quatre pour cent.

Les opérations permises à la Banque. — Les opérations que la Banque est autorisée à effectuer sont limitativement énumérées à l'art. 7.

Elle peut consentir à ses membres (particuliers et collectivités) des prêts pour acheter des terrains de culture, semences, engrais, cheptel, machines et instruments agricoles, pour payer les dépenses se rapportant à la culture (art. 7.....). Les prêts peuvent être faits soit par l'intermédiaire des Comités communaux, soit directement par la Banque. Les premiers sont des prêts individuels d'une durée maximum d'un an et d'un montant maximum de 100 piastres, les Comités communaux jouissent à cet égard d'une entière liberté avec cette seule réserve que l'échéance doit coïncider autant que possible avec l'époque de la récolte (1).

(1) C'est une expérience générale en Extrême-Orient qu'une institution de petits prêts ne peut éviter les gros arriérés que par le prêt à court terme.

Les prêts supérieurs à 100 piastres sont faits directement par la Banque. L'arrêté accorde un maximum de 5 ans mais les instructions ultérieures recommandent d'éviter les prêts à long terme au cours desquels les garanties peuvent être altérées sans que la Banque puisse exiger le remboursement, et d'accorder de préférence des prêts à un an renouvelables. Pour les communes cet inconvénient n'étant pas à craindre les prêts peuvent être consentis pour 5 ans afin de permettre aux budgets communaux d'échelonner les remboursements sur une longue période.

Les prêts doivent être constatés par une reconnaissance de dette accompagnée de garantie personnelle, mobilière ou immobilière (art. 1.1).

La garantie personnelle, admise seulement pour les prêts individuels inférieurs à 500 piastres, consiste dans la caution de deux personnes solvables, à l'exception toutefois des administrateurs de la Banque pour tous les prêts consentis par elle. Les communes ne peuvent contracter qu'en produisant une délibération du conseil des notables affectant certaines recettes du budget communal au remboursement des prêts.

Les prêts peuvent être garantis par la remise de titres, de récoltes sur pied, de produits agricoles, matériel ou cheptel vivant. Mais dans ce cas, leur montant ne doit pas dépasser le tiers de la valeur des biens gagés et le maximum du prêt est limité à 1.000 piastres. D'autre part, le total des prêts ainsi garantis ne peut absorber plus du tiers des sommes qui auront été avancées ou prêtées à la Banque par la Caisse de Crédit populaire agricole.

La garantie immobilière est assurée par une inscription

hypothécaire de premier rang ou un nantissement agricole sur biens immobiliers. La Banque ne prête qu'à concurrence des deux tiers de la valeur du gage (art. 14).

Taux de l'intérêt. — Le taux de l'intérêt ne peut être supérieur à 12 % (art. 15), c'est le maximum légal pour les prêts civils (A. 21 avril 1868, D. 15 mai 1914). Pour éviter les complications d'une tenue de comptabilité d'intérêts; les intérêts des prêts sont toujours perçus d'avance. Pour tous les prêts d'une durée supérieure à un an ils sont perçus d'avance aussi, annuellement.

D'autre part, pour couvrir les risques que pourraient courir les prêts sur garantie immobilière, la Banque fait une retenue de 3 % du montant de ces prêts, qui sert à constituer un fonds de prévoyance. Ce qui porte le taux réel des prêts sur garantie mobilière à environ 15 %. Comme la Banque de l'Indochine leur fait un escompte de 5,5 % les bénéfices réalisés par ces Banques sont appréciables.

En dehors des prêts qui doivent absorber la plus grande partie de leur activité, les Banques peuvent :

Faire pour le compte de leurs sociétaires des achats de semences ou de plants, d'engrais, de cheptel, d'outils et de machines agricoles;

Constituer des réserves avec leurs bénéfices;

Contracter des emprunts ou avances auprès du Crédit populaire agricole pour financer leurs prêts;

Recevoir, de leurs sociétaires seulement, des dépôts à terme de six mois ou d'un an avec ou sans intérêt (contrôle des opérations, art. 40).

Administration. — Les Banques sont dirigées par un Conseil composé de trois administrateurs indigènes élus pour deux ans et remplissant leurs fonctions à titre gratuit, et d'un Directeur français, agréé par l'administration, dit l'art. 22, mais c'est un fonctionnaire dépendant du service du Crédit agricole et toujours présenté par lui. Le Directeur, payé par le budget de la colonie, touche en outre 2 % sur les bénéfices réalisés par la Société.

Les Comités communaux de prêts. — Ce sont les équivalents des Caisses locales métropolitaines. Composés de 3 à 5 notables désignés par le Conseil d'administration de la Banque provinciale (et qui peuvent ne pas être membres de la Banque, à l'exception toutefois du Président du Comité), ces comités sont chargés de transmettre après vérification des déclarations des emprunteurs, les demandes de prêts à la Banque, de veiller à la sécurité des gages et au remboursement des prêts. Leur concours est requis pour répartir ou recouvrer (quand c'est possible) les fonds consacrés à la réparation des dommages causés par les accidents naturels, inondations, typhons, etc. (art. 27).

••

Sous le régime de l'arrêté du 21 juillet 1927 des Banques populaires agricoles ont été créées à :

Haiduong, Hadong (arrêté du 7 novembre 1927),

Nghê-An, Vinh (arrêté du 17 avril 1928),

Quang-Ngai (arrêté du 5 mai 1928),

Nha-trang (arrêté du 1^{er} août 1928).

toutes régions où l'on cultive la canne à sucre, le thé, le

tabac. Une banque a été également créée à Soairiêng (Cambodge).

Leur situation au début de 1929 s'établit ainsi :

BANQUES	Nombre des adhérents	Nombre des prêts	Montant des prêts	Moyenne des prêts
Haiduong	1.499	804	83.090 p.	103 p.
Hadong	297	268	25.980	96
Thanh-Hoa	5.095	1.206	99.716	82
Nghe-An	451	415	68.886	166
Quang-Ngai . . .	977	713	80.556	713
Khanh-Hoa	1.434	4 (1)	1.650	412

Ce tableau montre que les Banques pratiquent un crédit vraiment populaire qui convient parfaitement aux populations pauvres des régions où elles ont été créées. Mais était-il vraiment nécessaire de doter le pays de deux réglementations différentes : Sociétés de crédit pour la Cochinchine, Banques pour les autres pays de l'Union. La différence de réglementation n'est imposée ni par la diversité de régime politique puisque le Gouverneur de l'Indochine réglemente indifféremment pour tous les pays de l'Union, ni par la différence d'évolution économique car le paysan de Cochinchine n'est point tellement différent du paysan annamite ou tonkinois. L'introduction en Indochine de l'organisation néerlandaise du Crédit populaire agricole n'est cependant pas indispensable, le système des Sociétés de crédit mutuel de Cochinchine modifié, adapté aux besoins d'une population plus pauvre, aurait permis d'obtenir les mêmes résultats et à moins de frais puisque ces

(1) La Banque de Khanh-Hoa a été ouverte seulement à la fin de 1928, ce qui explique le chiffre infime de ses opérations.

sociétés ainsi que nous l'avons vu sont administrées gratuitement.

L'administration locale d'ailleurs a envisagé dans son projet, non encore rédigé, de réorganisation du crédit agricole un seul type d'établissement de crédit pour toute l'Indochine. Nous ne pouvons qu'applaudir à une telle réforme. Mais quel que soit le type adopté, Société de Crédit ou Banque populaire, il est préférable de lui donner un seul nom et de ne pas l'appeler tantôt société et tantôt caisse, ce qui peut prêter à confusion. Le mot Société paraît plus conforme au caractère nettement commercial de ces organismes et nous l'emploierons exclusivement dans la suite de ce développement.

A notre avis, le pivot de l'organisation peut être constitué par les Sociétés de crédit qui seraient créées dans chaque province. Elles seraient dirigées par un Conseil d'administration remplissant ses fonctions gratuitement et chargé de statuer sur les prêts importants, les petits prêts à court terme relevant directement des comités locaux qui sont l'équivalent des caisses locales métropolitaines ou des comités communaux indochinois actuels. Le crédit agricole doit être mis à la portée des petits agriculteurs et nous avons vu que les Sociétés de Cochinchine ne profitent qu'à une infime minorité de gros propriétaires. L'existence de comités disséminés à travers les provinces à raison d'un comité par canton permettra d'atteindre les petits emprunteurs. Le développement des Sociétés en augmentant le travail qui incombe à la direction, exige un personnel compétent qu'on ne trouverait pas parmi les propriétaires ou agriculteurs qui ne pourraient d'ailleurs consacrer tout

leur temps à la Société. Les Sociétés de Cochinchine, qui font un chiffre d'affaires comparable à celui des caisses régionales métropolitaines, peuvent supporter la lourde charge d'un Directeur qui, pour commencer sera presque toujours un Français car il n'existe pas à l'heure actuelle beaucoup d'indigènes aptes à remplir ces fonctions; mais les Sociétés existant ou à créer dans les pays de protectorat, plus pauvres, auraient du mal à s'en tirer, même si l'administration prend les dépenses à sa charge pour la période du début. D'autre part, si la présence constante du Directeur est nécessaire dans les Sociétés nouvellement créées, il n'en est pas de même pour celles qui ont déjà fonctionné un certain temps, en particulier les Sociétés de Cochinchine dont beaucoup ont déjà dix ans d'existence.

En les réunissant à deux ou à trois sous le contrôle d'un seul Directeur, on réduirait les frais généraux dans de notables proportions. Le pullulement des fonctionnaires est particulièrement grave pour les finances publiques aux colonies où pour assurer le même service il faut un personnel trois fois plus nombreux que dans la métropole. Les Banques populaires javanaises qui ont servi de modèle aux Banques populaires d'Indochine se plaignent de l'élévation constante de leurs frais généraux qui sont absorbés en grande partie par la solde du personnel supérieur : leur exemple ne doit pas être perdu pour nous.

Quant aux fonds avec lesquels travaillent ces Banques, l'obligation pour elles de ne recevoir de dépôts que de leurs sociétaires semble peu heureuse. Les membres des Banques sont en principe des personnes peu fortunées : il n'y a donc pas à compter sur leurs dépôts. Comme elles ne

possèdent qu'un capital infime, aucune réserve puisqu'elles sont. à leur début, elles ne peuvent compter que sur les fonds avancés par la Caisse centrale, c'est-à-dire par la Banque de l'Indochine. — Il y aurait avantage à les autoriser à recevoir des dépôts de toute personne, à l'exemple des Banques javanaises, qui fonctionnent en grande partie avec des dépôts à vue. Les fautes ne sont pas à craindre puisqu'il y a un Directeur et un contrôle incessant de la part de l'Administration.

En attendant la création de l'organe central chargé de les financer directement les effets des Sociétés seront escomptés par l'institut d'émission, à concurrence d'un maximum à déterminer d'accord avec lui. Les avances et redevances de la Banque privilégiée devant être réservées aux prêts à moyen et à long terme.

DEUXIÈME PARTIE

Le crédit foncier

Dans l'ancien Empire d'Annam, les agriculteurs avaient recours pour se procurer du crédit à deux moyens principaux : soit la vente à réméré (*mai lai thuc*) soit le nantissement immobilier (*diên cô*) qui est réalisée par la remise de la terre au créancier qui en touche les revenus pour se payer les intérêts de la somme prêtée. Les Annamites ne connaissaient pas l'hypothèque, et la vente définitive (*tuyet mai ou doan mai*) était peu pratiquée, les propriétés renfermant presque toujours les tombes des ancêtres, on craignait sans doute que leur âme ne fût troublée à faire reposer leurs restes en terre appartenant à autrui. Et puis, peuple agriculteur, ils ne devaient pas se faire à l'idée d'aliéner sans retour un bien qui leur vient souvent de leurs ancêtres.

La vente à réméré. — Dans la vente à réméré le vendeur stipule que faute par lui de rembourser la somme payée dans le délai fixé, l'acquéreur serait inscrit au dia-bô aux lieu et place du propriétaire actuel (Le dia-bô est le registre de description des terres cultivées).

Si aucun terme n'a été indiqué pour le remboursement, afin d'éviter les contestations une Ordonnance de Minh-Mang (1839) limitait la faculté de rachat à trente ans (1).

(1) Philastre, *Code Annamite*, T. I, p. 469.

Le nantissement immobilier. — Cette forme de sûreté peut prendre trois aspects différents (1).

Le plus souvent les fruits de l'immeuble sont perçus par le créancier pour se payer les intérêts de la somme prêtée qui est remboursée en totalité à l'échéance.

Parfois, il est stipulé que si le prêt est remboursé dans un délai donné (deux ou trois ans) le débiteur devra payer, en outre les intérêts dûs, sans doute pour éviter les remboursements trop rapides. Cette pratique se retrouve encore de nos jours dans les prêts consentis par les Caisses métropolitaines de crédit agricole mutuel dont les contrats à moyen ou long terme renferment une clause analogue : « Toutefois, si un remboursement total ou partiel est effectué pendant la première année à compter du jour de la signature de l'acte, l'emprunteur devra acquitter les intérêts non encore payés compris dans la première annuité, cette portion d'intérêts devant rester acquise à la Caisse régionale à titre d'indemnité ». L'intention n'est plus la même sans doute mais le résultat est à peu près pareil pour le débiteur, qui doit payer non la totalité des intérêts mais seulement une fraction.

Quand le montant du prêt est très faible par rapport aux revenus du gage, l'amortissement du capital s'effectue en même temps que le service des intérêts ce qui permet au débiteur d'être complètement libéré à l'échéance.

Cette forme de sûreté a l'avantage de ne pas dessaisir le débiteur de son bien. Il n'y a pas tradition de l'immeuble : on ne remet au créancier que l'acte d'engagement et les titres de propriété, et la possession est exercée pour

(1) Ibidem.

son compte soit par un tiers, soit par le débiteur lui-même qui, par un contrat de location annexé à la convention, devient le fermier de son créancier.

Mais si à l'échéance le créancier n'est pas payé, il ne devient pas propriétaire de l'immeuble mais reste simple détenteur. Les poursuites intentées contre le débiteur défaillant n'aboutissent qu'à une condamnation à la bastonnade, la vente par autorité de justice n'existant pas en droit annamite et la coutume interdisant la saisie des immeubles engagés. Depuis, les tribunaux français autorisent les créanciers à les faire saisir et vendre, et l'arrêt du 5 septembre 1882 a organisé une procédure d'exécution sur les biens.

Le *diên-cô*, que l'on a traduit par nantissement immobilier, n'est pas une vente à proprement parler, mais une cession d'usufruit. Le débiteur, s'il n'est pas dessaisi de son bien ne peut cependant pas s'en servir pour se procurer d'autres crédits, même lorsque le prêt ne représente qu'une faible valeur de l'immeuble. Son crédit est épuisé du premier coup : c'est une forme de sûreté bien inférieure à l'hypothèque introduite par les Français, et qui offre en plus des facilités de crédit plus grande, les avantages d'une publicité qui sauvegarde les intérêts des créanciers.

En effet, à l'exception de la pierre gravée qui est apposée sur les immeubles affectés à l'entretien du culte des ancêtres, la publicité des transactions n'était pas organisée en Annam, pas plus d'ailleurs qu'au Cambodge et au Laos. Les contrats devaient seulement être rédigés et acceptés par les parties en présence de deux notables dont le maire du village, qui signent les actes en qualité de

témoins et y apposent le cachet du village. Le *dia-bô*, registre foncier commencé en Annam sous le règne de Gialong (1807) et en Cochinchine vers la 17^e année du règne de Minh Mang, a été établi dans un but purement fiscal, sans aucune préoccupation d'assurer la publicité des droits réels grevant les propriétés. En effet, avant le xix^e siècle, le pays d'Annam ne possédait comme registre de propriétés que le *bô-diên*, rôle de l'impôt foncier qui existe encore maintenant.

L'impôt foncier était calculé d'après le nombre et la nature de terres portées au registre officiel des changes (*bô-diên*) dont l'origine remonte au vi^e siècle environ (dynastie des Ly). Il varie suivant qu'il s'agit de riz ou d'autres cultures et était payé directement à l'Etat par la Commune, qui répartit la charge de la contribution foncière entre les propriétaires à l'aide d'un rôle spécial sur lequel sont inscrits les propriétaires et les terrains qu'ils possèdent. Comme elle frustrait l'Etat de sommes importantes en omettant volontairement d'inscrire au *bô-diên* nombre de personnes assujetties à l'impôt, pour parer à ces fraudes on procéda sous le règne de Gia-Long (vers 1806) à un inventaire général de terres imposables, les terres cultivées seules devant y être inscrites à l'exclusion de celles qui étaient encore en friche. Les résultats des opérations cadastrales terminées vers 1836 (17^e année du règne de Minh-Mang) furent consignés dans des registres appelés *dia-bô* (registre des terres) établis en triple expédition : la première (*giap*) conservée au Ministère des Finances, la seconde (*ât*) confiée au Gouverneur de chaque province, la troisième (*binh*) remise aux villages.

Les terres y sont classées en deux catégories d'après la nature de cultures : *diên* (rizières) et *thô* (toutes les autres cultures). On y mentionne la désignation des terres, leur contenance, leurs limites, le nom des propriétaires, l'origine de la propriété. Cela constitue une notable amélioration sur le système antérieur, mais les terres cultivées étant seules inscrites, on ne possède pas de renseignements sur celles qui sont livrées à la culture au fur et à mesure des défrichements. Pour les tenir à jour des rôles correctifs annuels et quinquennaux ont été prévue mais qui ne furent pas sérieusement tenus et au bout de peu d'années, avec l'extension de la colonisation annamite et des transactions immobilières, les renseignements fournis par ces registres n'ont pas tardé à devenir inexacts.

Une circulaire du 27 novembre 1885, après l'arrêté du 20 mai 1871 non appliqué, ordonna la réfection générale du *dia-bô*. Un double du registre est tenu à l'Inspection (bureaux de la Direction de la province) et toutes les mutations doivent y être inscrites au fur et à mesure de l'enregistrement des actes constatant ces mutations. Les minutes des *dia-bô* établies par les notables et contrôlées par l'Inspection sont conservées par la commune où elles sont mises à jour sur présentation par les intéressés des actes enregistrés.

Un arrêté du 6 mars 1891 enleva la tenue des *dia-bô* aux notables pour la confier aux Administrateurs chefs de province investis des fonctions de Conservateurs de la propriété foncière dans leur circonscription. La commune ne possède plus qu'une copie du registre transformé qui doit contenir dorénavant toutes les charges grevant les pro-

priétés et qui constitue ainsi un véritable état immobilier. Le nouveau registre n'est pas soumis à la refonte quinquennale : il dure tant que les cases réservées aux mutations ne sont pas remplies, mutations faites d'office par l'Administrateur-conservateur.

L'art. 7 prévoit la communication de renseignements aux propriétaires qui en feraient la demande et des arrêtés ultérieurs, 22 septembre 1903 et 18 février 1921 (art. 15), autorisent les tiers à se faire délivrer des extraits du *dia-bô*.

Ce système rudimentaire, insuffisant aurait pu néanmoins fonctionner sans trop de danger n'était la dualité des registres fonciers due à l'introduction du régime hypothécaire français établi en Cochinchine par l'arrêté du 20 février 1862 et au Tonkin par les arrêtés des 6 juillet 1889 et 11 avril 1893. (Il a été également introduit au Cambodge par l'arrêté du 24 avril 1899). Ces différents arrêtés autorisant les indigènes à bénéficier de l'institution s'ils contractent sous l'empire de la loi française, ceux-ci imitant les Français ont pris l'habitude de passer devant notaire les contrats qui auraient dû être présentés aux notables qualifiés pour en consacrer l'existence et de soumettre à l'enregistrement et à la transcription même des actes régis par la loi annamite.

Ainsi d'un côté publicité personnelle avec le régime hypothécaire, de l'autre publicité réelle assurée par la mention au *dia-bô* de tous les actes translatifs des droits de propriété. Les inconvénients d'un tel mélange ont provoqué bien des études et des essais de réforme. La solution entrevue depuis 1915 vient d'être mise en pratique depuis deux ans.

LE NOUVEAU RÉGIME FONCIER :

DÉCRETS DES 21 JUILLET 1925 ET 23 NOVEMBRE 1926

Historique de la réforme. — Sur l'initiative de M. Roume, Gouverneur général de l'Indochine, la réforme du régime foncier de l'Indochine a été étudiée en 1915 par M. Boudillon, Inspecteur de l'Enregistrement du Domaine, dans un rapport très documenté (1). La solution proposée par M. Boudillon — unité de régime et de publicité — est restée pendante par suite de la guerre. Ce n'est que neuf ans après, en 1924, que la question est reprise, cette fois par une Commission présidée par M. Boudillon. Le projet de 1915 fut adopté dans ses principes essentiels par le Décret du 21 juillet 1925. Sa promulgation en Indochine rencontre une vive opposition au Conseil Colonial de Cochinchine qui refusa, dans sa séance du 13 novembre 1925, de voter les taxes destinées à assurer le fonctionnement du service de la Conservation en faisant valoir que la Commission de 1924, composée uniquement de gens du Tonkin, ne pouvait connaître les besoins de la Cochinchine. Des modifications furent apportées au Décret du 21 juillet 1925 par le Décret du 23 novembre 1926, qui furent tous deux promulgués en Cochinchine par l'arrêté du 7 janvier 1927 et dans les concessions françaises de l'Annam et du Tonkin (c'est-à-dire les villes de Tourane, Hanoï et Haïphong) par l'arrêté du 9 novembre 1927. Le reste du territoire de l'Indochine demeure sous le régime

(1) Boudillon, *La réforme de la propriété foncière en Indochine.*

intérieur : on a voulu attendre les résultats de ces deux nouveaux décrets avant d'étendre la réforme au reste du pays (1).

La caractéristique du nouveau régime foncier de la Cochinchine et des concessions françaises de l'Indochine est l'unité de statut. Il est tenu au chef-lieu de chaque province un seul livre foncier par le Conservateur de la propriété foncière. Le service de la conservation enlevé aux bureaux de l'Inspection, est assuré par un personnel spécialisé. Le Conservateur est chargé de l'immatriculation qui est obligatoire pour tous les immeubles quels qu'ils soient. Toutes les provinces n'étant pas cadastrées, la Cochinchine ne possède de bureaux de conservation que dans celles qui le sont entièrement, les bureaux des autres provinces ne seront ouverts qu'au fur et à mesure que les opérations du cadastre seront terminées.

Ce régime, destiné à devenir la charte foncière de toute l'Indochine est inspiré des principes de l'acte Torrens (ou plus exactement « real property act »), mais en Australie, l'immatriculation au lieu d'être obligatoire est facultative, cependant étant donnés ses avantages, en fait tous les immeubles sont immatriculés. D'autre part, les litiges soulevés par les oppositions y sont tranchés par le registrar, magistrat chargé de l'immatriculation, au lieu d'être portés devant les tribunaux judiciaires comme en Indochine.

(1) Une commission réunie au Tonkin, à la fin de 1926, a élaboré pour les immeubles indigènes un projet de Code foncier différent des Décrets de 25 et 26 et qui tient davantage compte de la coutume annamite.

Publicité immobilière. — Chaque immeuble est inscrit sur un feuillet séparé du livre foncier, le « feuillet réel », qui en constitue l'état-civil. Le feuillet mentionne la description de l'immeuble (sa contenance des limites), le numéro cadastral, la désignation des propriétaires successifs, les droits réels, charges et causes de résolutions des mutations. Ces mentions sont inattaquables et constituent en justice le mode de preuve unique de droits réels existant sur l'immeuble. Une copie du feuillet réel, le « titre foncier », est délivré au propriétaire de « l'immeuble et des certificats d'inscription » aux titulaires de droits réels.

Le livre foncier comporte en outre un plan cadastral parcellaire de la province, sur lequel chaque parcelle figure avec le numéro du feuillet réel qui lui est attribué (art. 330).

b) *Législation des droits réels.* — La nouvelle législation (art. 129) ne reconnaît que deux sortes de sûretés réelles : le nantissement immobilier et l'hypothèque.

Le nantissement immobilier. — Il peut être fait par la remise au créancier soit de l'immeuble grevé, soit du titre de propriété. Le droit du créancier pour être opposable aux tiers, doit être inscrit au livre foncier comme une hypothèque.

Le nantissement qui doit être constaté par acte authentique ne peut être établi au profit de plusieurs créanciers en même temps et sur le même immeuble. Il ne peut non plus être établi sur un immeuble déjà grevé d'hypothèque (art. 131). Sa durée est égale en principe à celle de l'obligation qu'il garantit. Si aucun délai n'a été fixé pour son

exécution, le nantissement est réputé consenti pour dix ans (art. 138).

L'hypothèque. — Le nouveau régime hypothécaire calqué sur celui qui fonctionne en Afrique Occidentale française et à Madagascar est différent de celui de la métropole. L'hypothèque légale, comme l'hypothèque judiciaire, est supprimée; les droits hypothécaires ne peuvent résulter que d'une convention entre particuliers (hypothèque conventionnelle) ou d'une décision de justice (hypothèque forcée).

L'hypothèque forcée est destinée à remplacer l'hypothèque légale des incapables (femme mariée, mineur et interdit) et certains privilèges sur les immeubles (ceux du vendeur, de l'échangiste et du co-partageant). Elle doit être « déterminée » quant aux sommes garanties et aux fonds hypothéqués : il n'y a plus d'hypothèque générale mais seulement des hypothèques spéciales. Il n'y a pas non plus d'hypothèque occulte : conventionnelle ou forcée, toutes sont soumises à publicité, et seules peuvent se prévaloir celles qui figurent au livre foncier.

Les incapables sont-ils moins bien protégés avec le nouveau régime hypothécaire, comme l'a fait remarquer M. Gueyffier ? (2) Nous ne le pensons pas. La protection n'est pas aussi considérable qu'auparavant avec le système du Code civil, où le mari et le tuteur étaient submergés

(1) Pour l'A. O. F., Décret du 24 juillet 1906. — Pour Madagascar, Décrets des 16 juillet-1897 et 4 février 1911, art. 31, 33.

(2) R. Gueyffier, *Essai sur le régime de la terre en Indochine*, p. 262.

par la protection. Elle est largement suffisante dans le décret du 21 juillet 1925 : le législateur l'a réduite ici à la grandeur de la chose à protéger. Pour n'être plus démesurée, la protection n'en reste pas moins entière. Elle offre en outre l'avantage de ne plus immobiliser trop de biens qui peuvent ainsi faire l'objet de transactions plus nombreuses.

..

Le Crédit Foncier de l'Indochine. — Le besoin d'un établissement de crédit spécialisé dans les opérations de crédit foncier et agricole s'est déjà fait sentir au début du siècle. Colons et planteurs s'étaient occupés en 1903 presque simultanément au Tonkin et en Cochinchine de la création d'une Société de Crédit foncier et agricole. Les multiples inconvénients du régime foncier indochinois ont empêché le projet d'aboutir. Ce n'est que vingt ans plus tard, en 1923, que l'établissement tant souhaité a pu être fondé par la Société financière française et coloniale et la Banque de l'Indochine. Le capital, fixé primitivement à 10 millions de francs, a été porté avant la fin de l'année à 25 millions, à 50 millions en décembre 1924, puis à 110 millions en novembre 1927.

La Société possède des agences à Saïgon, Haïphong, Hanoï, Pnom-Penh et Bangkok. Elle fait surtout des prêts hypothécaires sur des immeubles urbains. Leur volume a suivi un accroissement constant depuis la fondation de la Société qui fait aussi des prêts constructions et des opérations immobilières pour son compte. Elle possède de vastes terrains à Haïphong et Saïgon et des compartiments qu'elle a construits pour la location. Le tableau suivant donne une

idée du mouvement de ses affaires au 1^{er} janvier de chaque année.

ANNÉES	Prêts hypothécaires	Actif immobilier	Bénéfices nets
1924	2.369.166 —	1.599.162 —	
1925	18.580.212 —	7.303.920 —	773.187 —
1926	48.898.728 —	23.334.913 —	6.434.361 —
1927	57.017.331 —	38.278.396 —	6.105.140 —
1928	60.049.754 —	43.626.142 —	7.045.477 —
1929	84.630.147 —	50.032.730 —	8.963.288 —

Pour effectuer des prêts agricoles, consentis presque exclusivement aux indigènes, la Société a été amenée à créer une filiale, le Crédit Foncier Agricole de l'Indochine, dont quelques actions ont été réservées à des notabilités annamites qui ont été appelées à siéger dans le conseil d'administration de la nouvelle Société. On annonce qu'un emprunt de 200 millions de francs va être contracté auprès du Crédit Foncier de France pour étendre les opérations de la Banque.

Le Décret du 17 avril 1929 prévoit que les opérations du Crédit Foncier de France, sous réserve des autorisations nécessaires, pourront s'étendre aux colonies françaises, pays de protectorat et pays sous mandat. Il convient cependant de doter l'Indochine d'un établissement de crédit à long terme qui lui soit propre et qui serait organisé sur le modèle du Crédit Foncier de France. Le besoin d'un crédit à long terme, à taux notablement plus bas que celui du Crédit Foncier de l'Indochine, pour n'être pas aussi impérieux que celui du crédit à court et à moyen terme, n'en est pas moins vivement senti en Indochine.

TROISIÈME PARTIE

Le crédit industriel et commercial

Le crédit industriel et commercial est dispensé par deux groupes d'établissements : la Banque de l'Indochine, établissement privilégié, à la fois Banque d'émission et d'affaires, d'une part et d'autre part tous les autres établissements de crédit (sauf un la Banque franco-chinoise) qui sont des organismes privés, sans attache officielle. On peut les répartir en deux catégories, l'une groupant les Banques françaises et annamite, l'autre les maisons étrangères.

CHAPITRE PREMIER

LA BANQUE DE L'INDO-CHINE

SECTION PREMIÈRE. — *L'organisation de la Banque.*

A tout Seigneur tout honneur : l'étude du crédit en Indochine doit commencer par celle de la Banque de l'Indochine que sa situation privilégiée, étant à la fois banque d'émission et d'affaires, a permis de devenir aujourd'hui l'établissement financier le plus puissant de l'Union, comme il en est le plus ancien.

La création de la Banque de l'Indochine remonte en effet à l'origine de l'établissement des Français en Indochine. Dès 1865, le Gouverneur de la Cochinchine, l'amiral Rose, (c'était l'époque des amiraux-gouverneurs), formait

déjà le projet de doter la colonie d'une banque privilégiée d'émission qui dispenserait au pays le crédit dont il avait besoin. Le projet prit corps grâce à l'initiative du Comptoir National d'Escompte qui avait à cette époque une agence à Saïgon. Avec la Société générale de Crédit industriel et commercial et la Banque de Paris et des Pays-Bas il demanda au Département la concession du privilège d'émission de billets pour une Banque qu'il fonderait en Cochinchine sur le type des Banques coloniales. Un décret du 21 janvier 1875 érigea la Société constituée sous la dénomination de « Banque de l'Indochine » en Banque d'émission, de prêt et d'escompte pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française, et lui conféra tous les droits et privilèges en matière de prêts sur récoltes et de prêts sur marchandises, édictés par la loi du 24 juin 1874 au profit des banques coloniales. La durée du privilège était fixée à vingt ans.

§ 1. — *Le capital, les dividendes et les réserves.*

Le Capital. — Fixé à l'origine à la somme de 8 millions de francs, divisés en 16.000 actions de 500 francs chacune, le capital social de la Banque de l'Indochine a été porté successivement à 12 millions en 1888 lors de la première prorogation de son privilège, puis à 24 millions en 1900 ; 36 millions en 1905 (assemblée générale du 27 décembre 1905) ; 48 millions en 1910 (assemblée générale du 12 janvier 1910) ; 72 millions en 1919 (assemblée générale du 28 mai 1919), décision ratifiée par Arrêté du Ministre des Colonies le 17 janvier 1920. En effet les décisions de l'Assemblée générale des actionnaires portant

augmentation de fonds social doivent être approuvées par le Ministre des Colonies (art. 3 des statuts).

Remarquons en passant que jusqu'en 1919, date de la dernière augmentation de capital de la Banque un quart seulement du capital a été appelé. La loi de 1867 décidant qu'une société dont le quart du capital est versé est valablement constituée pourvu que la totalité des actions ait été souscrite, dans les augmentations successives de capital, la Banque, pour accroître sans doute son prestige a toujours préféré l'émission d'actions nouvelles à l'appel des fractions restantes des actions non libérées. Le public, qu'il soit d'Orient ou d'Occident, est toujours favorablement impressionné par les établissements de crédit à capital élevé ; il fallait que la Banque de l'Indochine ne parût pas inférieure en importance à ses puissantes rivales anglaises et allemandes. C'est aussi, comme l'a fait remarquer M. le Professeur Oualid, pour provoquer une hausse de titre, hausse inséparable de toute opération de ce genre surtout quand elle s'accompagne d'une émission à prime comme tel a été le cas de toutes les augmentations successivement effectuées. C'est également pour encaisser le montant de ces primes elles-mêmes qui viennent augmenter les réserves et les bénéfices des actionnaires ».

En 1919, à l'occasion de l'augmentation de capital votée par l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1919, et réalisée par la souscription de 48.000 actions nouvelles (dont la moitié offerte au public et l'autre moitié réservée aux anciens actionnaires), la Banque a décidé, les actions nouvelles étant libérées également de 475 frs, la libération jusqu'à concurrence de 475 frs de 96.000

actions anciennes, au moyen d'un versement de 350 frs par action, par virement des réserves provenant des primes payées par les actionnaires lors des précédentes augmentations de capital. Le reliquat de 25 frs par action n'a pas été appelé sans doute pour permettre à la Banque de contrôler le mouvement des titres, qui, n'étant pas intégralement libérés doivent rester nominatifs (art. 6).

Les Dividendes et les réserves. — Sur les bénéfices nets et réalisés, acquis pendant le semestre, il est fait un prélèvement de 1/2 pour cent du capital versé pour former un fonds de réserve. Sur le solde, les actionnaires touchent un premier dividende équivalent à 6 % du capital versé (art. 32). Le surplus des bénéfices se partage ensuite de la manière suivante :

- 10 % au fonds de prévoyance statuaire ;
- 10 % au Conseil d'administration ;
- 80 % aux actions comme second dividende.

En cas d'insuffisance des bénéfices, l'art 33 autorise des prélèvements sur le fonds de prévoyance pour compléter le dividende à 6 % par an du capital versé. L'éventualité ne s'est pas produite jusqu'ici, les dividendes distribués ayant toujours suivi une courbe ascendante.

Les réserves de la Banque de l'Indochine se sont élevées pour l'année 1927 à 46.047.905 francs.

La Banque a toujours pratiqué une politique de réserves qu'elle a intérêt à accroître le plus possible afin d'augmenter ses participations dans les entreprises financières, industrielles ou commerciales situées dans les pays où elle possède des établissements. L'art. 15 in-fine des statuts l'y autorise, en effet à concurrence du tiers de ses réserves.

§ 2. — *L'administration.*

L'Assemblée Générale. — « La Banque de l'Indochine est une organisation oligarchique qui sous l'apparence de la souveraineté nominale d'une assemblée d'actionnaires démocratiquement élargie par l'augmentation du nombre des participants masque en réalité la toute puissance d'un groupe de grandes banques qui l'ont constituée, qui détiennent la majeure partie des titres, dont les représentants forment le Conseil d'administration et dont seule la rivalité et la différence d'intérêts en d'autres domaines peuvent parfois rompre l'unité et ou l'omnipotence d'intérêts privés d'ailleurs hautement respectables, n'est pas contrebalancée, comme dans tous les autres établissements d'émission par une intervention constante de l'Etat » (1).

Nous avons tenu à transcrire cette formule saisissante qui suffit à elle seule, à caractériser la Banque de l'Indochine. En effet, l'assemblée dite générale des Actionnaires ne se compose pratiquement que d'un petit nombre de personnes : les cent actionnaires qui, d'après les registres de la Banque sont depuis six mois révolus, propriétaires du plus grand nombre d'actions (art. 36). En cas de parité dans le nombre des actions, l'actionnaire le plus anciennement inscrit est préféré ; s'il y a aussi parité de date d'inscription, c'est l'actionnaire le plus âgé qui obtient la préférence.

La Banque est ainsi dirigée par une infime minorité. Sans doute il est exact que l'on ne peut faire de bon travail qu'en petit comité mais la Banque jouit là encore d'un

(1) W. Oualid, *Le privilège de la Banque de l'Indochine*, p. 58

régime spécial qui, s'il se comprend à l'origine, ne se justifie plus maintenant. Aussi bien le projet de statuts présenté en 1922 par le Gouvernement pour le renouvellement du privilège de la Banque porte à deux cents le nombre des actionnaires pouvant prendre part à l'Assemblée. Mais la Commission chargée d'étudier le projet a demandé l'accès aux Assemblées aux propriétaires de 10 actions depuis six mois, de nationalité française et remplissant les conditions exigées depuis 1900, c'est-à-dire la qualité de citoyen ou sujet ou protégé français des pays où s'exerce le privilège de la Banque.

Le Conseil d'Administration. — La Banque est administrée par un Conseil d'Administration composé de 8 membres au moins et de 15 au plus, nommés par l'Assemblée générale des actionnaires pour 5 ans et renouvelables à raison de 2 membres chaque année et rééligibles (art 47, 48). Ils doivent être Français et justifier de la propriété de quarante actions qui doivent être libres et demeurent inaliénables pendant la durée de leurs fonctions. Le Conseil se compose actuellement des principales notabilités financières de Paris qui se répartissent de la manière suivante, représentants de :

Comptoir National d'Escompte de Paris.....	2
Crédit Lyonnais	1
Crédit Industriel et Commercial	2
Société Générale ,	2
Société financière Française et Coloniale	1
Banque de Paris et des Pays-Bas	1
Crédit Foncier de France	1

Ancien Gouverneur de l'Indochine	I
Négociant	I
Président des Chemins de fer de l'Indochine....	I

Le Conseil, dit l'art. 51, est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Société.

Effectivement c'est à lui qu'appartient la direction générale de la Banque. Car le Directeur de la Banque de l'Indochine, à la différence du Directeur des autres Banques coloniales, est nommé par le Conseil d'administration qui en fixe les pouvoirs. La nomination du Directeur est faite avec l'agrément du Ministre des Colonies mais cela n'est qu'une simple formalité et le Directeur est un « simple employé supérieur ». D'autre part, le Commissaire du Gouvernement auprès de la Banque ne peut intervenir dans les délibérations du Conseil que pour demander l'inscription de ses propositions au registre des délibérations. Il ne joue que le rôle d'un observateur officiel, à la manière des représentants des Etats-Unis d'Amérique aux conférences internationales.

Le Conseil se réunit une fois par mois et, extraordinairement toutes les fois que les intérêts de la Société l'exigent ou que la demande en est adressée au Président par le Commissaire du Gouvernement (art. 53).

Attributions du Conseil (art. 51) : il délibère sur toutes les affaires ; il fait tous les règlements intérieurs de la Banque, il fixe le taux de l'escompte et de l'intérêt, les changes, commissions et droits de gardes, le mode à suivre pour l'estimation des lingots, monnaies ou matière d'or et d'argent, des marchandises ou récoltes. Il autorise dans les

limites des statuts, toutes les opérations de la Banque et en détermine les conditions.

2. — *Administration locale.* — Les Etablissements de la Banque situés en Extrême Orient se divisent en succursales et en agences indépendantes (1).

Les Directeurs de succursales sont nommés par le Conseil d'Administration avec l'agrément du Ministre des Colonies (art. 56), ils sont chargés sous son autorité, de la gestion des affaires sociales, représentent la Société à l'égard des tiers pour l'exécution des décisions du conseil.

Ils sont chargés de la correspondance avec Paris, les autorités locales et les principaux clients, fixent le cours des changes. Ils adressent à l'administration centrale des rapports mensuels et semestriels (joint aux bilans) sur la situation de la colonie et des places voisines. Les agences doivent les consulter pour les affaires importantes ou qui sortent du cadre de leurs opérations courantes. Elles sont inspectées une fois par an par les Directeurs.

Les Inspecteurs. — Le Conseil d'administration nomme des inspecteurs pour examiner régulièrement la situation des succursales et agences.

Le Conseil d'Escompte. — Un Conseil d'Escompte est établi auprès de chaque succursale dont la composition, les attributions et les émoluments seront déterminés par un

(1) La Banque possède actuellement :

Succursales : Pondichéry, Nouméa, Saïgon, Haïphong.

Agences : Pnom-Penh, Cantho, Hanoï, Shanghai, Hankéou, Hong-kong, Canton.

Elles sont établies toutes par décrets et soumises à la même réglementation.

règlement du conseil d'administration (art. 60). Il comprend outre le personnel dirigeant de la succursale (Directeur, Sous-Directeur, Caissier ou comptable) le trésorier payeur de la Colonie, sauf approbation du Ministre des Colonies. Le Censeur administratif est convoqué à chaque séance qui a lieu une fois par semaine, mais le commerce local n'est pas représenté, ce contre quoi les Chambres de commerce ont réclamé. La Direction est maître de refuser à l'escompte qui elle veut.

§ 3. — *Le Contrôle de l'Etat.*

Il s'exerce de la même façon que sur les autres Banques coloniales, par l'intermédiaire de Commissaires et Censeurs et par celui de la Commission de surveillance des Banques coloniales.

Le Commissaire du Gouvernement est nommé par le Ministre des Colonies (art. 61). Il est convoqué à chaque séance du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale des actionnaires. Il veille à l'exécution des statuts et règlements de la Banque, exerce sa surveillance sur toutes les parties de l'établissement, se fait représenter l'état des caisses, les registres et les portefeuilles, requiert tous extraits et copies des livres de la Banque.

« Il propose toutes les mesures qu'il croit utiles et peut faire inscrire de droit ses propositions et observations sur le registre des délibérations du Conseil d'Administration ». Il joue ainsi le rôle d'un simple « informateur du Gouvernement » à la différence des Commissaires du Gouvernement auprès des autres banques coloniales auprès desquels figure avec les pouvoirs d'un Censeur, le Tré-

sorier de la Colonie, ou son délégué, qui dispose d'un véritable droit de veto.

Tout ce qu'il peut faire c'est un rapport mensuel au Ministre sur la marche de la Banque, appuyé de la copie des procès-verbaux du Conseil d'Administration et des situations mensuelles de la Banque et de ses succursales.

Le Censeur administratif. — Près de chaque succursale de la Banque, le Ministre des Colonies nomme un Censeur administratif. Pour les succursales situées au dehors du territoire français ou dans les pays sous le protectorat français, la désignation est faite après avis du Ministre des Affaires étrangères (art. 64).

Son rôle est le même que celui du Commissaire du gouvernement au siège social de la Banque : il peut requérir l'inscription de ses observations sur un registre spécial, adresse chaque mois un rapport de son contrôle au Gouverneur de la colonie et au Ministre.

Il assiste à toutes les séances du Conseil d'Escompte en qualité de contrôleur. En Indochine, le poste est occupé par le Directeur du Contrôle financier de la colonie. Il doit vérifier chaque mois, à une date non fixée d'avance, la caisse, le portefeuille et les livres, exiger à la fin de chaque mois un état détaillé des opérations.

La Commission de surveillance des banques coloniales d'émission. — Comme pour les autres banques coloniales, les opérations de la Banque de l'Indochine sont soumises au contrôle de la Commission de surveillance des Banques coloniales chargée d'en surveiller le fonctionnement et d'assurer le respect des statuts.

Instituée auprès du Ministre des Colonies, elle comprend un Conseiller d'Etat, élu par le Conseil en Assemblée générale, président ; cinq membres, dont deux au moins propriétaires de 10 actions de banques coloniales, désignés par le Ministre des Colonies ; deux membres désignés par le Ministre des Finances ; deux membres élus par le Conseil général de la Banque de France.

La commission reçoit communication de tous les documents parvenus aux départements des colonies et des finances sur la gestion des banques coloniales, tant aux colonies qu'à l'étranger.

Elle est consultée sur les actes du Gouvernement qui concernent les banques coloniales, provoque telles mesures de vérification et de contrôle qui lui paraissent convenables, peut entendre les Commissaires du Gouvernement près les succursales et près le siège social. Mais elle ne peut émettre que des vœux et avis.

Elle rend compte au Ministre de ses observations sur les documents périodiques qui lui sont communiqués, et à la fin de l'année au Président de la République des résultats de sa surveillance et de la situation des banques. Le dernier compte rendu est publié au *Journal Officiel* de la République, un extrait, au *Journal Officiel* de la colonie intéressée. (Décret du 17 décembre 1919).

Ses rapports annuels concernant la Banque de l'Indochine sont très brefs étant donné son peu d'influence sur la Banque ou plutôt l'indépendance très grande de la Banque vis-à-vis du Ministre et de la Commission.

Enfin l'art. 67 prévoit un contrôle qui peut être ordonné par le Ministre ou le Gouverneur des Colonies quand ils le

jugent convenable, ou sur la demande de la Commission de surveillance des Banques coloniales.

Malgré tout, on peut dire avec M. le Professeur Oualid « que la Banque de l'Indochine ne trouve qu'une limitation assez faible de sa liberté dans les dispositions statutaires et l'organisation du contrôle officiel ».

SECTION II. — *Les opérations de la Banque de l'Indochine.*

§ 1. *Le Crédit agricole.* — Il a été étudié avec l'organisation du crédit agricole dans la première partie de notre travail.

§ 2. *Le Crédit industriel et commercial.* — Outre le privilège d'émission que nous étudierons plus loin, la Banque de l'Indochine est autorisée à effectuer toutes opérations financières énumérées à l'art. 15 de ses statuts.

a) *L'escompte des billets à ordre ou effets de place.* — Pour être admis à l'escompte de la Banque, les effets doivent porter au moins deux signatures de personnes notoirement solvables, la seconde signature pouvant être remplacée par une garantie réelle (art. 16). On n'a pas voulu exiger trois signatures comme pour la Banque de France ou les autres banques coloniales, car à l'époque il n'existait pas beaucoup de banques privées qui pouvaient fournir la signature.

D'autre part, leur échéance ne doit pas dépasser 120 jours. Pour les effets dont l'échéance est indéterminée, le délai n'est que de 90 jours, et pour ceux sur l'étranger ou la métropole, il est de 180 jours.

Le taux d'escompte est déterminé par le Conseil

d'Escompte composé ainsi que nous l'avons vu page 70.

Il varie entre 7 et 9 % depuis une dizaine d'années.

Le Conseil détermine également la solvabilité des signatures, les effets ne peuvent être présentés que par des personnes admises à l'escompte. La Banque n'est pas tenue de donner les motifs pour lesquels elle refuse à l'escompte tel effet ou telle personne.

b) *Les opérations de change.* — L'art 15, 3^o autorise la Banque à créer, à négocier, à escompter ou à acheter des traites, mandats ou chèques directs ou à ordre sur la colonie, la métropole ou l'étranger, c'est-à-dire à réaliser le contrat de change. Alors que les autres banques coloniales doivent s'adresser au Comptoir National d'Escompte de Paris, leur correspondant officiel en France pour leurs opérations de change, les effets sur France de la Banque de l'Indochine peuvent être payés par son siège à Paris qui s'occupe également des effets de ses succursales et agences aux colonies. Néanmoins, la Banque n'envoie à son siège qu'une faible partie de ses opérations de change, les plus forts effets étant envoyés au Comptoir National d'Escompte (qui a été pour ainsi dire la créatrice de la Banque) où elle a un compte-courant. En Extrême-Orient les succursales et agences effectuent les opérations de change par simples jeux d'écritures et sont dispensées des intermédiaires onéreux.

Pour comprendre le mécanisme du change indochinois et le rôle que joue la Banque il nous a paru nécessaire d'exposer succinctement le régime monétaire de l'Indochine.

Régime monétaire de l'Indochine. — L'unité monétaire est la piastre en argent pesant 27 gr. au titre de 900 millièmes (soit 24 gr. d'argent fin) avec pouvoir libératoire illimité. La piastre indochinoise actuelle dérive de la piastre mexicaine, introduite par le corps expéditionnaire avec cours légal à partir de 1862, et du trade dollar américain qui a cours légal à partir de 1874. Elle ne fut frappée qu'à partir de 1885. Il existe des pièces divisionnaires de 10, 20 et 50 cents à 835 millièmes avec pouvoir libératoire limité, et des billets remboursables à vue et au porteur.

La monnaie indigène, constituée par les sapèques de zinc au moment de la conquête, n'a plus cours qu'en Annam et au Tonkin et entre indigènes seulement pour les menus paiements. Elle n'est reçue ni par l'étranger ni par les caisses publiques.

Les sapèques ont un cours variable par rapport à la piastre dont le taux suit les variations du cours de l'argent métallique. La prédominance du bimétallisme dans le monde limitait les variations dans le rapport d'échange entre l'or et l'argent. Le cours en francs de la piastre ne s'éloignait pas trop en fait de sa valeur au pair par rapport au franc (ce cours correspondait à peu près au rapport entre les poids d'argent fin des deux monnaies). Mais à partir de 1873 la suspension du régime de la frappe libre pour l'argent dans les pays métallistes ne permit plus de convertir en monnaie légale à un taux fixe les lingots ou espèces d'argent étrangères et l'argent n'étant plus admis que comme monnaie à cours variable, les échanges des pays à monnaie d'argent suivirent les fluctuations de valeur de l'argent métal. Supérieure à 5 fr. en 1881, la

piastre ne vaut plus que 4 fr. en 1887, 3,85 en 1890, et 2,30 en 1898. Cotée 2,50 en 1914 elle vaut actuellement 11 francs environ, après avoir passé par des variations très brusques et de très grande amplitude. Ainsi cotée à 4,50 au début de 1919, la piastre est montée à 5 fr. en avril, 6,50 en juillet, 8,15 en septembre, 10,85 en novembre, 11,85 en décembre, 16,50 en février 1920, pour tomber à 9 fr. à la fin de l'année.

Le bouleversement des changes de toutes les devises d'Extrême-Orient se poursuivant, elle est remontée à 15,50 le 1^{er} janvier 1926 pour atteindre 27,50 le 21 juillet, et retomber à 12 le 20 décembre de la même année.

Ces fluctuations continues et souvent imprévisibles amènent de multiples inconvénients. Sans parler des difficultés pour le commerce entre la France et l'Indochine, cette instabilité de la piastre a longtemps retardé l'importation des capitaux en Indochine, les capitalistes métropolitains répugnant à aventurer leur argent dans des placements dont les intérêts et aussi le capital peuvent varier du simple au double ou inversement. Ainsi une somme de 100.000 fr. par exemple placée en Indochine au moment où la piastre vaut 4 fr. représente 2.580 p. Si elle est rapatriée au taux de 2 fr. son propriétaire ne retirera que 50.000 fr. soit une perte de 50 %. Il est vrai que cette éventualité est pratiquement écartée maintenant que la piastre s'est stabilisée depuis 2 ans autour de 11 fr., mais cela a eu pour effet de priver pendant longtemps le pays de moyens financiers nécessaires à la constitution de son outillage économique.

D'autre part, la colonie elle-même souffre de cette

instabilité du change qui bouleverse ses prévisions budgétaires, une grande partie de son budget étant calculée en francs, ainsi celle qui concerne les recettes des douanes, celle qui est relative à la solde de ses fonctionnaires français. L'on comprend que des variations d'une certaine amplitude du taux de la piastre soient de nature à rompre l'équilibre d'un budget établi pour un taux déterminé.

Un projet de réforme a été élaboré en 1903 par une Commission instituée à Paris mais le programme n'a pas été exécuté. Une commission réunie le 5 octobre 1905, proposa pour stabiliser la piastre à 2,75, d'adopter le système philippin, mais l'argent ayant monté le Gouvernement ne poursuivit pas la réforme.

Une commission réunie le 5-10-1905, proposa pour stabiliser la piastre à 3,75, d'adopter le système philippin, mais l'argent ayant monté le Gouvernement ne poursuivit pas la réforme.

Nouvelle commission en 1907, puis en 1914 survient la guerre. En 1919, commission interministérielle à Paris, continuée à Saïgon en 1920 sous la présidence de M. Berrué, Inspecteur général des Colonies.

La Commission proposa d'adopter un taux correspondant de très près à la valeur « intrinsèque », commerciale, des 24 gr. 3 d'argent fin contenus dans la piastre, ce qui ferait 4 ou au minimum 3,5 francs-or, et de constituer une réserve d'or de 20 millions de francs. Mais aucune suite n'a été donnée à cette réforme qu'on ne voulut pas réaliser en 1926, quand elle fut de nouveau soulevée, sous prétexte qu'il faut attendre que la monnaie métropolitaine soit stabilisée. Sans doute parce qu'à ce moment ou voulait encore

stabiliser la piastre par rapport au franc et non par rapport à l'or.

La question est toujours à l'étude, depuis deux ans que le franc est stabilisé officiellement. D'une enquête faite en 1928 par la *Dépêche Coloniale* il résulte que toutes les personnalités du monde industriel et commercial de l'Indochine à Paris sont d'accord pour demander que la stabilisation soit réalisée le plus rapidement possible. Espérons avec elles que ce sera pour bientôt.

La Convention du 20 janvier 1920.

Par suite de la raréfaction des espèces métalliques en Indochine due aux difficultés de ravitaillement en piastres pendant toute la durée de la guerre et à une balance commerciale largement créditrice, raréfaction aggravée par des exportations frauduleuses de monnaie métallique sur la Chine (1), le Gouvernement en vue de procurer des moyens de règlement au commerce local, passa avec la Banque de l'Indochine le 20 Janvier 1920, une convention qui devait entrer en vigueur le 27 mars suivant.

Le Gouvernement se réserve le droit de fixer le taux de conversion de la piastre en francs à un taux correspondant au cours de l'argent. La Banque s'engage à fournir à la

(1) La Chine ayant exporté de grandes quantités d'argent vers les pays à change stabilisé qui avaient besoin de numéraire, ne put reconstituer son stock monétaire quand les Etats-Unis eurent prohibé la sortie d'argent de leur territoire. Elle se tourna alors vers l'Indochine qu'elle déposséda de ses espèces métalliques par des exportations frauduleuses. Depuis le Décret du 3 janvier 1905, en effet, l'exportation des piastres (même celle des piastres mexicaines démonétisées) et de l'argent métallique est interdite.

clientèle française avec un écart maximum de 1 % sur le cours fixé par le Gouvernement (aux autres Banques de la place ils leur sont fournis à ce cours même) des chèques en piastres sur Saïgon et des chèques en francs sur Paris, et au cours du jour du paiement, des traites payables à terme en piastres sur Saïgon, et des traites payables à terme en francs sur Paris. Un compte spécial en piastres, non productif d'intérêt est ouvert au Gouvernement par la Banque qui le débite chaque fois qu'elle a vendu plus de piastres qu'elle n'en a à sa disposition et le crédite dans le cas contraire.

Le Gouvernement s'engage en effet à acheter à la Banque, au taux officiel, les traites sur Paris dont elle n'aurait pas preneur et à les lui vendre au même taux si elle ne dispose pas de moyens de change suffisants ». Si le compte cesse d'être débiteur, la Banque devait assurer la couverture des chèques sur Paris en métal. Au cas où le poids d'argent fin contenu dans la piastre aurait une valeur inférieure au change fixé par le Gouvernement, celui-ci doit rembourser la différence à la Banque.

Pour mettre la Banque à l'abri des demandes de remboursement, le cours forcé a été institué en même temps que la limite d'émission des billets a été élevée par l'arrêté du 27 mars 1920.

La mise en vigueur de la convention a amené une baisse du taux de la piastre corrélativement à une baisse du métal argent. De 16 fr. 50 en février 1920 la piastre est tombée à 9 fr. à la mi-juin, à 6 fr. en mai 1921. Pendant toute la durée d'application de la convention son taux est demeuré aux environs de la parité du métal-argent.

La convertibilité des billets de Banque a été rétablie par Arrêté du 1^{er} janvier 1922. Par des frappes de monnaie et par des dations en paiement de métal fin le Gouvernement a réalisé plus de 12 millions de piastres de bénéfices.

c) *Les avances sur garanties (prêts sur gages).* — La Banque peut escompter des obligations négociables ou non négociables dont les garanties sont énumérées à l'art 15, 4^e.

1° Les warrants ou récépissés de marchandises déposées sont dans les magasins publics, soit dans les magasins particuliers dont les clefs ont été régulièrement remises à la Banque ; toutefois la Banque peut lorsque les usages locaux le comportent et lorsqu'elle jugera les garanties suffisantes, consentir des prêts sur marchandises restant entre les mains des emprunteurs. Ce qui équivaut pratiquement à des avances sans garantie effective ;

2° Les cessions de récoltes pendantes (que nous avons étudié avec le fonctionnement du crédit agricole ;

3° Les connaissements à ordre régulièrement endossés et accompagnés de documents d'assurance d'usage ;

4° Les nantissements réguliers consistant en valeurs françaises sur lesquelles la Banque de France fait des avances, ou en valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays dans lesquels les succursales ou les agences sont établies, ou dans l'Inde française, en rentes anglaise ou indienne ;

5° Les dépôts de lingots de monnaies ou de matières d'or, d'argent ou de cuivre, ou de pierres précieuses ;

6° Les hypothèques maritimes constituées sur des

navires français ou francisés dans les pays où sera mise en vigueur la législation française sur l'hypothèque maritime. Cette garantie ne fonctionne pratiquement pas à cause des difficultés de réalisation du gage.

d) *Autres opérations autorisées par les Statuts.* — Les opérations de la Banque consistent aussi (art. 15, 5° et ss) à acheter et à vendre des matières d'or, d'argent ou de cuivre ;

à consentir des avances sur lingots, monnaies, matières d'or, d'argent ou de cuivre, ou sur pierres précieuses ;

à recevoir le dépôt volontaire de toutes sommes en lingots, monnaies et matières d'or, d'argent ou de cuivre ;

à recevoir, avec l'autorisation du Ministre ou des Gouverneurs des colonies, les produits des souscriptions publiques ouvertes soit dans les colonies, soit dans la métropole.

§ 3. — *Le crédit industriel.*

Le Décret du 16 mai 1900, (art. 15 *in fine*) permet en outre à la Banque de participer :

1° Aux emprunts d'Etat dans les pays où elle possède des établissements, sans toutefois que le montant total de ces participations puisse sans autorisation spéciale du Ministre des Colonies, après avis conforme du Ministre des Affaires étrangères lorsqu'il s'agit d'emprunts émis par un gouvernement étranger, dépasser le quart du capital social.

La Banque a participé ainsi à l'emprunt chinois de 5 millions de livres sterling pour le remboursement des obligations du chemin de fer Pékin-Hankéou ; à l'emprunt

siamois de un million de livres sterling pour l'achèvement du chemin de fer Bangkok-Xiangmai ; à l'emprunt de 200 millions de francs pour la construction des chemins de fer indochinois.

2° A la création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles ou commerciales ayant leur objet dans le pays où elle possède des établissements, sans toutefois que ces participations puissent excéder le tiers de ses réserves.

La Banque en a profité pour s'intéresser à un nombre considérable d'entreprises, les unes en dehors de l'Indochine comme la Compagnie franco-tahitienne ;

La Compagnie des chemins de fer franco-éthiopiens de Djibouti à Addis-Abeba ; la Compagnie des tramways et d'éclairage électrique à Shanghai ; la Société asiatique de navigation ;

les autres, qui constituent la grande majorité, en Indochine :

La Compagnie des chemins de fer français de l'Indochine et du Yunnan ; la Société cotonnière indochinoise ; la Société industrielle de chimie d'Extrême-Orient ; la Société des Caoutchoucs de l'Indochine ; la Société Française des distilleries de l'Indochine ; l'Union commerciale indochinoise ; la Compagnie générale d'Extrême-Orient ; la Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine ; le Syndicat d'Etudes des chemins de fer du Sud de l'Indochine ; l'Energie électrique indochinoise ; la Compagnie française des Tramways et d'Énergie électrique de Shanghai ; le Crédit Foncier de l'Indochine ; la Société des Ciments Portland artificiels de l'Indochine ; la

Compagnie indochinoise de navigation ; la Compagnie générale des Soies de France et d'Indochine ; la Société franco-annamite pour l'Industrie de la Soie ; la Société Indochinoise de commerce, d'agriculture et des Finances ; la Bienhoa industrielle et forestière ; la Société des Cafés de l'Indochine ; la Société des mines d'or de Bao-Lac ; la Société des mines de fer au Cambodge.

Par suite de la multiplication des sociétés anonymes, le besoin d'une Bourse des valeurs s'est fait sentir depuis quelques années. Il paraît que le Gouvernement a mis à l'étude un projet de création d'une Bourse à Saïgon. Sa réalisation marquera une étape importante dans le développement économique du pays.

Le service de Trésorerie. — L'art. 11 oblige la Banque à se charger sur la demande du Ministre des Colonies et à des conditions déterminées d'un commun accord, du service de trésorerie dans les colonies et protectorats français où sont établies des succursales. C'est à l'occasion du second renouvellement de son privilège qu'un compte-courant a été ouvert à Saïgon par la Banque au Trésorier-payeur de l'Indochine, compte-courant alimenté par des versements faits en Indochine et des envois de fonds en France. (Les caisses de préposés au Trésor sont alimentées au moyen de virements).

D'après la convention de 1901, lorsque le compte-courant dépasse 3 millions et demi de piastres, et jusqu'à concurrence de 6 millions et demi, la Banque paiera au Trésor un intérêt de 2 1/2 pour cent l'an (c'est-à-dire que l'intérêt ne sera plus payé quand le compte-courant aura l'intérêt n'est plus payé quand le compte-courant aura

atteint 10 millions de piastres). Ce qui permet à la Banque de réaliser de gros bénéfices puisque le taux de son escompte n'est pas inférieur à 8 %. A titre documentaire nous reproduisons ci-dessous le bilan de la Banque de l'Indochine au 31 décembre 1928.

ACTIF		
Versements non appelés..... fr.	3.600.000	»»
Rentes, Fonds d'Etat, Obligations.....	18.706.763	50
Participations financières.....	3.242.961	»»
Caisse	708.037.712	86
Monnaies et Matières.....	8.576.597	60
Portefeuille et Bons de la Défense.....	1.091.437.346	61
Remises documentaires.....	238.061.898	11
Avances en comptes-courants et sur nantisse- ments	913.816.698	38
Correspondants et Débiteurs divers.....	598.265.533	55
Immeubles	8.000.000	»»
TOTAL..... fr.	3.591.745.511	11
PASSIF		
Capital	72.000.000	»»
Réserve statutaire.....	8.482.000	»»
— disponible	3.600.000	»»
— immobilière	8.000.000	»»
Fonds de prévoyance statutaire.....	34.417.843	92
Fonds de dotation des Agences en Chine, à Singapore et au Siam.....	50.000.000	»»
Billets au porteur en circulation.....	1.841.154.156	50
Comptes courants et de dépôt.....	820.767.104	39
Effets à payer.....	3.847.904	89
Comptes d'encaissement.....	154.744.741	08
Correspondants et Créditeurs divers.....	461.741.702	47
Compte-courant du Trésor en Indochine.....	87.905.164	55
Dividendes à payer.....	5.229.115	20
Réescompte du Portefeuille.....	3.335.070	50
Profits et Pertes.....	36.530.707	61
TOTAL..... fr.	3.591.745.511	11

SECTION III. — *Le renouvellement du privilège
de la Banque.*

La Banque de l'Indochine, comme l'on vient de le voir est la principale dispensatrice du crédit en Indochine. Les crédits qu'elle fournit au commerce et à l'industrie sont sinon abondants pour toute la colonie, du moins largement suffisants pour les entreprises dans lesquelles elle a des intérêts ou qui lui sont sympathiques. Si elle répond pleinement aux visées de ses dirigeants et actionnaires, par contre le but que le Gouvernement avait en vue en lui accordant le privilège d'émission en 1875, et qui a été de fournir le crédit à l'agriculture n'a pas été atteint. Cet échec est-il dû aux difficultés de trouver une solution qui s'adapte aux conditions locales, nous ne le croyons pas. Il y a certes des difficultés à instituer un régime satisfaisant d'aide à la culture et nous comprenons fort bien la répugnance de la Banque à s'occuper d'une institution qui ne doit lui rapporter que peu de chose alors institution qui ne doit lui rapporter que peu de choses alors que le crédit à court terme et les opérations de change sont beaucoup plus simples (pour elle) et plus rémunérateurs, et qui d'ailleurs est bien plus du ressort d'une institution de crédit agricole que d'une Banque commerciale. Le coupable n'est pas la Banque, qui en somme n'a fait que profiter des libertés qu'on lui a laissé prendre, la faute n'est-elle pas au gouvernement qui n'a pas su ou pu rappeler la Banque à ses engagements.

Cette situation anormale est d'autant plus choquante qu'à l'heure actuelle, la Banque de l'Indochine est seule

à conserver un statut différent de celui des autres établissements d'émission coloniaux. Alors que les banques de l'Algérie, de l'Afrique occidentale française, de Madagascar, sont soumises au droit commun des Banques coloniales, la Banque de l'Indochine continue à être régie par des règlements d'avant guerre, cependant que son privilège qui est arrivé à expiration le 21 janvier 1920 aurait dû faire l'objet d'un renouvellement depuis bientôt dix ans. Non que la question n'ait préoccupé le Gouvernement, car en 1922 un projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque a été présenté à la Chambre par M. Albert Sarraut alors Ministre des Colonies, à la séance du 30 juin 1922 (1).

§ 1. — *Le projet de loi de 1922.*

Le privilège serait renouvelé pour 25 ans, durée égale à celle qui a été accordée à la Banque de l'Algérie, aux Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Réunion, estimant que l'importance des sacrifices demandés à la Banque doit avoir pour contrepartie une jouissance suffisamment longue du privilège d'émission. Aucune nouveauté quant au mode d'émission ; à l'instar de la Banque de France et des autres banques coloniales le privilège n'est plus octroyé gratuitement à la Banque, mais moyennant certains avantages pour l'Etat, énumérés dans la convention signée le 28 juin 1922 par MM. Albert Sarraut et A. de Monplanet, Président du

(1) Auparavant les questions relatives à l'organisation des banques coloniales étaient réglées par décret. Mais la Chambre, dans sa séance du 31 mai 1917, a décidé qu'elles seraient désormais de la compétence du Parlement.

Conseil d'administration de la Banque. Outre les sommes qui peuvent provenir du non remboursement des billets dont l'émission remontera à plus de vingt-cinq ans (art. 3 de la convention), la Banque doit verser aux caisses publiques :

Une redevance sur sa circulation fiduciaire,

Une redevance proportionnelle aux dividendes versés aux actionnaires,

Une avance sans intérêt de 6 millions de piastres remboursables à l'expiration du privilège.

La redevance. — Comme la Banque de France et les autres Banques coloniales privilégiées, la Banque de l'Indochine devra verser au Trésor, chaque semestre, une redevance calculée sur le montant des billets constituant la circulation émise par la succursale, déduction faite de l'encaisse en numéraire et des avances consenties gratuitement ou à des taux réduits à l'Etat ou à la Colonie (art. 2, § 2), circulation fiduciaire productive.

Le tarif de cette redevance sera :

Du dixième du taux de l'escompte ou des avances pour les escomptes et avances dont le taux ne dépassera pas 7 % ;

Du huitième du taux de l'escompte ou des avances pour les escomptes et avances dont le taux ne dépassera pas 9 % ;

Du sixième du taux de l'escompte ou des avances pour les escomptes et avances dont le taux ne dépassera pas 9 % ;

A ce taux, M. Valude a trouvé que pour 1921, cela aurait rapporté à l'Etat une somme de 324.584 francs,

rien que pour l'Indochine (1). La redevance proportionnelle aux dividendes distribués aux actionnaires : « L'Etat « participe à la répartition des dividendes, après certaines « déductions, en recevant une redevance de 1/12 de la « somme versée aux actionnaires, quand le dividende est « inférieur à 150 fr. net d'impôt, et de moitié au-delà de « ce chiffre » (art. 7 de la Convention).

La nouvelle convention stipule en outre une avance sans intérêt et remboursable à l'expiration du privilège, de 4 millions de francs pour la Nouvelle Calédonie, l'Inde française et Djibouti. Une partie de ces avances devant être affectée à des œuvres d'intérêt agricole.

A ces avantages positifs s'ajoutent un certain nombre d'autres, quant à ses rapports avec le Trésor :

L'ouverture au Trésor d'un compte-courant productif d'intérêts,

La garde gratuite des titres ou espèces métalliques appartenant à l'Etat,

L'obligation d'effectuer sans frais tous les mouvements de trésorerie, de prêter gratuitement ses guichets pour l'émission de rentes françaises, valeurs du Trésor et des Colonies où elle exerce son privilège (art. 6, 9, 10).

La stabilisation de la piastre. — L'art. 4 de la Convention réserve à l'administration le droit de prendre « à toute époque, et sans préavis quelconque, les mesures nécessaires pour assurer la stabilité du change en Indochine, sans que la Banque soit fondée à réclamer une garantie ou une commission »).

(1) *Doc. Parl.*, Chambre, Annexe 5187. Session extraordinaire, 2^e séance du 1^{er} décembre 1922.

En attendant ces « mesures », le taux du change en Indochine continue à être calculé d'après le cours qui est radiotélégraphié tous les soirs à Saïgon par la station de Bordeaux.

Le contrôle de la Banque. — Le projet de loi ne comporte pas de modification quant au contrôle de l'Etat. En effet, les nouveaux statuts font bien une part dans le Conseil d'administration aux représentants des intérêts locaux mais ces représentants outre qu'ils sont en minorité, ne sont pas choisis par le Ministre mais « soumis à son agrément par le Conseil » (art. 41 nouveau).

D'autre part, la direction de la Banque continue comme par le passé à appartenir au Conseil d'administration qui nomme son Président et son Vice-Président lesquels doivent seulement être agréés par le Ministre. Alors que le Gouverneur de la Banque de France, les Directeurs des autres banques d'émission sont nommés par Décret, le Directeur de la Banque de l'Indochine, qui n'a pas la direction des affaires, tient sa nomination du Conseil d'administration lui-même. Cela constitue, comme dit M. le Professeur Oualid, une disposition exorbitante du droit commun des banques d'émission.

Il nous a paru intéressant de rapprocher de ce projet le régime de la Javasche Bank, la banque d'émission des Indes néerlandaises, fondée en 1828. Son privilège a été renouvelé en 1922 pour quinze ans, en même temps que le capital a été porté de 6 à 9 millions de florins. La Banque est dirigée par un Président et deux Directeurs nommés par le Gouverneur Général des Indes, la nomination du Président devant être ratifiée par la Couronne. Le contrôle

des opérations est fait par un Commissaire du Gouvernement avec voix consultative et cinq Commissaires élus par l'Assemblée générale des Actionnaires.

La Banque assure gratuitement le service de trésorerie du Gouvernement, ne reçoit que des dépôts à terme auxquels aucun intérêt ne peut être servi et s'interdit toute participation agricole, industrielle ou commerciale.

..

Une nouvelle convention a été signée avec la Banque le 24 mai 1923, mais le projet de loi portant approbation de la convention est devenu caduc, car les commissions n'ont pas statué avant la fin de la législature qui a expiré en juin 1924.

M. Daladier, Ministre des Colonies, entama des négociations pour la conclusion d'un nouveau contrat avec de plus fortes exigences. Ainsi il voulut limiter étroitement les opérations autorisées en envisageant la création d'un Institut d'émission et d'escompte dont la Banque fournirait la majeure partie du capital. La chute du Ministère Herriot a arrêté les pourparlers et le Ministre des Colonies a fait connaître qu'il attendait le vote du projet de prorogation du privilège de la Banque de l'Afrique Occidentale Française pour reprendre les négociations.

§ 2. — *Les solutions proposées.*

Dix ans après l'expiration de son privilège, la Banque de l'Indochine continue à bénéficier d'une situation exceptionnellement avantageuse que tout le monde s'accorde à trouver exorbitante et qui aurait dû cesser depuis au moins

cinq ans. Les ministères se suivent et la question du renouvellement est toujours pendante.

Il est vrai que le renouvellement dans ces conditions n'eût pas changé beaucoup l'état de chose actuel. La Colonie aurait eu enfin sa part dans les bénéfices réalisés par la Banque sous la forme de redevances, mais l'on n'est pas plus avancé dans la solution du problème. La Banque conserverait son privilège, en sacrifiant un peu de sa liberté en ce qui concerne son administration. M. le Professeur Oualid, qui ne se fait pas d'illusion sur la pression que peut exercer sur le Parlement une Banque toute puissante, n'essaye même pas de trouver un remède au mal. « L'opinion générale des intéressés consultés, écrit-il, de la Commission de Surveillance des banques coloniales, l'opportunité, la prudence, la surface même de la Banque, ses relations multiples militent en faveur d'un renouvellement dont le principe n'est guère contesté ». Faisant la part du feu, il demande seulement que le contrôle du Gouvernement soit plus effectif et qu'il soit assuré non pas par la présence d'un simple Commissaire auprès du siège social, mais par un Directeur nommé par le Gouvernement, comme pour la Banque de l'Algérie.

M. Vally (1) serait partisan du retrait du privilège concédé à la Banque de l'Indochine et de la création d'un Institut d'émission séparé, mais doutant avec raison que sa proposition ne soit suivie, il voit la solution dans une nouvelle organisation du privilège. M. Vally propose au cas où le privilège serait renouvelé de réserver la moitié

(1) Vally, *Les banques coloniales françaises d'émission*, p. 140 et suivantes.

des souscriptions aux augmentations de capital, aux habitants des Colonies où la Banque exerce son privilège. La Banque serait pourvue d'un Directeur général ou Gouverneur nommé et révocable par Décret, comme pour les autres banques coloniales, et d'un Conseil nommé pour moitié par les actionnaires et pour moitié par le Ministre, sur une liste présentée par les Chambres de commerce et d'agriculture locales. Les conseils d'escompte, comme le conseil central seraient composés en nombre égal de membres élus et de membres nommés par les Gouverneurs des Colonies.

A côté de l'établissement privilégié mais avec son concours financier on créerait une Banque agricole et industrielle analogue à la Banque industrielle de l'Afrique du Nord (1). Un institut de ce genre prévu au projet du Gouvernement, a été supprimé pour ne pas donner un concurrent à la Banque franco-chinoise qu'on venait de mettre sur pied pour prendre la succession de la Banque industrielle de Chine.

Un institut d'émission est en principe un organe neutre, il convient de le maintenir dans ce rôle, bien plus délicat encore aux Colonies. Ainsi pour l'escompte la Banque de l'Indochine occupe une position exceptionnelle due à son privilège. Elle fournit les instruments monétaires et est en même temps banque d'escompte au premier degré. La Banque de France est seulement banque de réescompte, n'acceptant du papier que des établissements de crédit.

Détenant la totalité des moyens de règlement sur

(1) Créée lors du renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie en 1918. *J. O.*, 20 décembre 1918, p. 11258.

l'étranger, elle est libre d'en fixer le prix. Le taux du change sur l'étranger pratiqué par les établissements de crédit dépend de celui de la Banque de l'Indochine qui en est l'arbitre. C'est pour l'empêcher d'avantager certaines banques au détriment des autres qu'est intervenue la convention de 1920.

Le privilège d'émission accordé à une banque d'affaires, cela s'expliquait au moment de la conquête. Nous sommes en 1930 (nous disons 1930, car il ne semble pas que la question soit tranchée d'ici un ou deux ans). La dernière prorogation du privilège date du 18 juin 1929, le privilège étant prorogé pour 6 mois, la nouvelle législation n'interviendrait qu'à partir de 1930, si toutefois elle intervient !

Il faut vivre avec son temps, alors que dans la métropole comme partout ailleurs, l'émission est confiée à une Banque spéciale, on va conserver en Indochine un système que tout le monde s'accorde à dénoncer, sauf bien entendu ceux qui en bénéficient. Il est temps de mettre un terme à ces errements et au lieu de chercher à étayer un système reconnu médiocre, donner à l'Indochine le même régime que les autres pays et la métropole elle-même. Gouverner, c'est prévoir : la formule est devenue banale à force d'être répétée. Elle n'en garde pas moins toute sa valeur et c'est ici le cas de l'appliquer. L'on se plaît à vanter le développement rapide, prodigieux de l'Indochine, l'on s'exalte sur les résultats obtenus en si peu de temps. Et l'on ne veut pas lui donner une organisation en harmonie avec son développement ! Nous ne doutons nullement que toute solution autre que celle qui a été adoptée dans le projet de 1922 ne soit écartée, mais parce qu'elle n'a pas de chance

d'être acceptée, est-ce une raison pour ne pas l'indiquer ? Nous voyons très bien, si toutefois on le voulait, comme cela se fait en France, comme cela se passe aux Indes néerlandaises, la création d'une banque d'émission indépendante au moins par son administration, de la Banque de l'Indochine qui aurait d'ailleurs à fournir la majeure partie du capital. L'Institut d'émission se bornerait à être un organe régulateur, ne pratiquant que le réescompte, n'accordant pas d'intérêts à ses dépôts et pourrait s'appeler Banque de l'Union indochinoise par exemple, bien que la dénomination « Banque d'Indochine » serait plus juste. Mais la Banque de l'Indochine ne manquerait pas d'invoquer le préjudice considérable que lui causerait le changement de raison sociale.

Jusqu'ici l'émission est faite par la Banque à la fois pour l'Indochine et pour les colonies françaises de l'Océan Indien et du Pacifique. Il est évidemment plus commode pour la France de confier ce soin à un établissement unique organisé sur le modèle des banques coloniales qui ne fonctionnent que dans les colonies françaises, en territoire français. Mais l'Indochine, bien qu'elle relève du Ministre des Colonies n'est pas encore une colonie française : une grande partie du pays (le Tonkin, l'Annam, le Cambodge et le Laos) vit sous le régime de protectorat et la Banque d'émission qui y fonctionne ne saurait être assimilée aux autres Banques coloniales. L'Indochine a droit à un institut d'émission sinon distinct des colonies qui ont été réunies à elle, du moins différemment organisé que les banques coloniales. Sans vouloir apprécier ici la régularité de l'extension du privilège de la Banque de l'Indochine aux

pays de protectorat, bornons-nous à remarquer que l'exercice de ce privilège a jusqu'ici échappé complètement aux gouvernements des pays protégés. Sans doute le privilège est exercé à leur profit comme à celui, beaucoup plus considérable il est vrai, de la Banque privilégiée.

Mais au moment où, par un élargissement de la conception de sa politique coloniale la France ouvre aux indigènes l'accès de certaines fonctions publiques jusqu'ici réservées aux seuls Français, il semble opportun d'étendre la mesure aux collectivités indigènes, à l'Empire d'Annam et au royaume du Cambodge, et de les faire participer à l'administration d'un service qui intéresse au plus haut degré leur avenir économique. Cette « largesse » qui ne porte nullement atteinte à la souveraineté de la France, permettra à ses protégés de faire sous son contrôle leur éducation économique à notre avis bien négligée. Elle ne constituerait d'ailleurs pas une exception unique : le Maroc — que nous savons différent de l'Indochine, mais qui n'est pas moins un pays de protectorat — possède depuis sa création son représentant au conseil d'administration de sa Banque d'Etat.

CHAPITRE II

LES AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

SECTION PREMIÈRE. — *La Banque Franco-Chinoise.*

Après la Banque de l'Indochine, d'une puissance solidement assise, la Banque franco-chinoise pour le commerce et l'industrie est l'établissement de crédit le plus important de l'Indochine, possédant des Agences dans toutes les grandes villes de l'Union. On peut dire que sa création est le seul événement marquant dans l'histoire de l'organisation du crédit en Indochine et les circonstances qui ont provoqué sa naissance méritent d'être retracées. La Banque franco-chinoise, société anonyme française au capital de cinquante millions de francs, est sortie de la crise économique qui, en 1920, a causé des ruines dans le monde entier. Pour comprendre sa création, il faut faire rapidement l'histoire de la Banque industrielle de Chine, dont elle a pris la succession.

I. — *La Banque industrielle de Chine.*

La Banque industrielle de Chine est née du désir du gouvernement chinois de se soustraire à la mainmise capitaliste internationale qui menaçait d'accaparer toutes les ressources financières du pays. Au lendemain de la Révolution de 1911, pour se procurer l'argent nécessaire à la réorganisation de la Chine, Yuan Chi Kaï, le premier Président de la République chinoise, s'était adressé au Consortium financier anglo - franco - germano - américain

constitué pour monopoliser non seulement les emprunts d'Etat mais encore et surtout les emprunts industriels de la Chine. Ce consortium, qui contrôlait toutes les grandes entreprises de la Chine, était composé originellement de la Banque de l'Indochine et de la Hong Kong & Shanghai Banking corporation. Il groupe par la suite les Banques de tous les pays qui avaient des intérêts en Chine, c'est-à-dire :

La Deutsche Asiatische Bank (Allemagne),
L'International Banking Corporation (Etats-Unis),
La Yokohama Specie Bank (Japon),
La Russo-Asiatique (Russie),
et un groupe Belge.

Le consortium se chargea du placement de l'emprunt qui réussit pleinement. Mais ce succès amena le consortium à exercer une tutelle financière plus étroite et plus vexante sur le gouvernement chinois l'obligeant à passer par son intermédiaire pour toutes les commandes qu'il voulait faire aux industriels et commerçants étrangers. Le Gouvernement de la jeune République, s'étant rendu compte de cette exploitation économique qui s'ajoutait à l'amoin-
drissement politique déjà considérable que son pays subissait crût trouver le moyen d'émanciper la Chine dans le projet présenté en 1913 par un groupe français, dirigé par un ancien agent de la Banque d'Indochine, de création d'une Banque franco-chinoise où Français et Chinois collaboreraient sur le pied de complète égalité à l'évolution industrielle de la Chine. Il souscrivit donc le tiers du capital de la nouvelle Banque qui allait devenir la Banque industrielle de Chine et lui accorda outre le droit d'émis-

sion dans toute la République, d'importantes concessions, telles l'exécution des travaux d'édilité (égouts, éclairage électrique), la construction et l'exploitation des tramways de Pékin, la création du port de Pukow sur le Yang Tse, la construction du chemin de fer de Setchouen, concessions garanties par une première hypothèque sur les revenus de l'alcool et des tabacs. « Elle était d'autre part, chargée de
« financer les emprunts chinois dont le produit devait
« porter intérêt à 3,5 %, au profit du gouvernement chi-
« nois aussi longtemps qu'il resterait déposé dans les
« caisses de la Banque ».

Comme la Banque en retirait plus que 3,5 %, la différence représente des bénéfices fort appréciables.

Les avantages et facilités dont elle bénéficiait firent entrevoir à la Banque Industrielle de Chine la possibilité de devenir le dépositaire des capitaux français en Extrême-Orient par la création d'agences dans toutes les villes de la Chine et de l'Indochine. Elle espérait acquérir un tel prestige que le privilège de la Banque de l'Indochine ne soit pas renouvelé. De fait, elle a réussi à attirer vers ses guichets une grande partie (1) de la clientèle de la Banque de l'Indochine en recourant, il faut le reconnaître, à des moyens « artificiels ».

Ainsi elle servait à ses déposants de plus gros intérêts que toutes les autres banques (6 et 7 % au lieu de 4 et 5 %), elle avait créé un service dit de « dépôts convertibles » d'un minimum de 3.000 fr. (ou d'une valeur équi-

(1) Le privilège de la Banque de l'Indochine devait arriver à expiration au 21 janvier 1920, la Banque Industrielle avait donc huit ans devant elle pour réaliser ce gigantesque projet.

valente en \$ ou en taëls) pouvant être converties sur simple demande en une autre monnaie, sans frais ni perte d'intérêts.

Pour payer les intérêts très élevés servis aux déposants (intérêts dont le taux est généralement voisin du taux moyen de l'escompte) en même temps que les frais énormes de représentation et de propagande, la Banque industrielle était amenée à employer l'argent qui lui était confié non à des opérations d'escompte mais à commanditer des entreprises, à prendre des participations, à faire des avances dont le montant absorbait une très forte proportion de son encaisse. Le plus grave c'est que ces avances étaient consenties à un petit nombre de clients, ce qui l'exposait dangereusement au cas d'insolvabilité de ses débiteurs, méconnaissant ainsi la règle de prudence qui consiste à diviser les risques dans l'octroi des crédits.

En France aussi la Banque était engagée dans un grand nombre d'entreprises commerciales et industrielles.

La guerre de 1914-1918 ayant disloqué le consortium, la Banque Industrielle de Chine eut pour ainsi dire le champ libre et se développa rapidement en même temps d'ailleurs que les Banques japonaises dont le gouvernement chinois avait favorisé le développement au début de la guerre (ne pouvant arriver à constituer des Banques chinoises autonomes). — La prépondérance financière que les Japonais allaient avoir par ce fait alarma les Américains qui essayèrent d'y parer en provoquant en 1919 la réorganisation du consortium pour les affaires chinoises qui grouperait cette fois tous les établissements étrangers en Chine, afin d'empêcher qu'aucune nation ne pût avoir la

prépondérance dans les affaires de Chine. Un contrat de 5 ans a été signé à New-York, le 15 octobre 1920, entre les groupes français, anglais, américains et japonais, chacun apportant à la communauté les options que ses membres détiennent individuellement, ce qui implique l'abandon des anciennes zones d'influence.

Dans ce but le consortium avait demandé au groupe français adhérent (1) d'inviter la Banque industrielle de Chine à faire partie du groupement. Ce contre quoi le gouvernement chinois protesta, qui voyait dans l'abstention de la Banque industrielle la seule chance pour l'Empire de se débarrasser de l'emprise internationale.

Dès ce moment la lutte était engagée contre la Banque industrielle dont la brillante situation, solidement appuyée sur les sympathies du gouvernement chinois faisait obstacle à la prépondérance absolue du consortium reconstitué sur les marchés d'Extrême-Orient.

La crise de 1920. — La crise de 1920 dont toutes les nations civilisées ont éprouvé les effets a été particulièrement grave pour les marchandises faisant l'objet du trafic entre l'Europe et l'Extrême-Orient. Les conséquences ont été aggravées par la dépréciation presque simultanée de l'argent métal qui a restreint de moitié ou d'un tiers le pouvoir d'achat des asiatiques. Des défaillances nombreuses se produisirent parmi les acheteurs, et les refus

(1) Ce groupe comprenait depuis sa formation la Banque de l'Indo-Chine, chef de groupe, le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte de Paris, la Société Générale, la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Industriel et Commercial, l'Union Parisienne, la Banque Française pour le Commerce extérieur et, depuis 1912, le Crédit Immobilier.

de prendre livraison des marchandises commandées se chiffraient par dizaines de millions de francs.

Ebranlée dans son crédit par des bruits défavorables, privée d'autre part brusquement des crédits consentis par les autres banques, la Banque industrielle avait à satisfaire de grosses demandes de retrait de fonds tandis qu'elle ne pouvait réaliser les avances accordées à sa clientèle. Elle s'est trouvée devant des difficultés de trésorerie grandissantes auxquelles elle ne peut faire face par ses propres moyens (1).

Devant cette situation, le gouvernement français recommanda, vers fin 1920, à la Banque de France d'abord, aux autres grands établissements de crédit ensuite, d'aider au redressement d'une Banque dont l'effondrement atteindrait gravement le crédit du pays et par répercussion l'intérêt général du pays tout entier.

A l'appel lancé le 9 janvier 1921 par le Gouverneur de la Banque de France à la Banque de Paris et des Pays-Bas un consortium fut formé par le groupement de douze Banques :

La Banque de Paris et des Pays-Bas, chef du consortium, la Banque de l'Indochine, la Banque française pour le commerce extérieur, la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud, la Banque commerciale italiana, MM. de Rotschild frères, la Banker Trust Company, la Société générale, la Banque nationale de crédit, le Crédit d'Algérie et de Tunisie, la Banque de la Seine et le Crédit mobilier français, et le 20 janvier 1921 le gouvernement

(1) Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée générale du 25 juillet 1921.

remit en dépôt 150.000 livres retirées de la succursale de Londres de la Banque industrielle.

Des avances furent faites à la Banque industrielle à plusieurs reprises par le consortium, avances qui étaient utilisées au fur et à mesure des besoins justifiés par elle, et qui portaient intérêts à 6 1/2 %, taux pratiqué par la Banque de France. Comme garantie la Banque industrielle leur remettait des titres de son portefeuille et des gages immobiliers (1) et le consortium nomma un comité spécial pour continuer les études et surveiller la situation de la Banque.

L'aide officielle du Gouvernement. — Mais ce concours était insuffisant pour faire face à tous les besoins de la Banque industrielle. Comme d'autre part le Consortium refusait de consentir de nouvelles avances (à la fin de 1921 ses avances s'élevaient à 138 millions de francs) la Banque dût se tourner du côté de l'Etat. Le gouvernement ne pouvait en effet se désintéresser du sort d'un établissement de crédit de cette envergure, d'abord parce que de gros intérêts pécuniaires français y étaient engagés. Ensuite et surtout parce qu'il fallait maintenir le prestige de la France : la chute de la Banque industrielle aurait pour

(1) Comprenant des hypothèques sur un grand nombre d'immeubles situés en Europe. En outre les Banques ont constitué, le 1^{er} avril 1921, la Société Immobilière d'Extrême-Orient, au capital de 30.500.000 francs, divisé en 6.100 actions de 1.000 francs, à laquelle la Banque Industrielle de Chine apporte l'ensemble des droits de propriété et droits réels ou personnels lui appartenant, sur tous ses immeubles sis en Chine, au Japon et en Indochine, en échange desquels elle recevait 6.000 actions entièrement libérées, le reste du capital étant souscrit par 12 personnes.

résultat un recul considérable de l'influence française en Extrême-Orient.

Malgré l'urgence qu'il y avait à trouver une solution il nous faut arriver au milieu de l'année suivante pour voir un commencement de règlement.

Pour assurer en même temps que le relèvement de la Banque industrielle, la sauvegarde des intérêts français en Extrême-Orient (intérêts matériels et moraux), plusieurs projets furent présentés. Celui de M. Porte, Président du Tribunal de Commerce de la Seine, a été adopté avec quelques modifications de détail par une commission ministérielle composée de délégués des Départements intéressés (Affaires étrangères, Colonies, Justice et Finances). Le gouvernement chinois a donné son adhésion au projet dont voici l'économie. La Banque industrielle donne à bail les principaux éléments de son actif à une Société de gérance constituée par un groupe financier exclusivement français ayant pour objet de faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles, même immobilières, et toutes entreprises de travaux publics ainsi que d'entreprendre la gestion de toutes sociétés et plus spécialement, d'assurer la gérance de certains éléments de son actif.

La Société, constituée pour une durée de 50 ans, sous la dénomination Société française de gérance et la Banque Indochinoise (établissement franco-chinois) au capital de 50 millions de francs divisé en 2.000 actions de 5.000 fr. chacune à souscrire en numéraire (ce n'est à vrai dire qu'un capital de garantie destiné à parer à un déficit éventuel de gestion). — La Société a pour but de reprendre les relations assurées auparavant par la Banque indus-

trielle, tout en restant étrangère au règlement transactionnel, la Banque industrielle continue d'exister et conserve son autonomie mais s'engageant pendant toute la durée de la gérance à n'effectuer, sauf autorisation de la Société de gérance, que les opérations de réalisation de son actif.

La Société de gérance occupe, avec le personnel de la Banque industrielle, les immeubles et installations de cette dernière. Elle dispose, outre son capital, d'un fonds de roulement de 50 millions de francs constitué en diverses monnaies, mis à sa disposition par la Banque industrielle pour toute la durée du contrat et portant intérêt à 4 %.

Le contrat de gérance doit prendre fin lorsque tous les créanciers de la Banque industrielle auront reçu intégralement les satisfactions prévues au Règlement transactionnel, ou que le solde de l'actif, augmenté du fonds de roulement sera équivalent au passif.

Le Règlement transactionnel. — Le bénéfice du règlement transactionnel demandé par la Banque industrielle lui a été accordé par le Tribunal de Commerce de la Seine le 26 juillet 1921 (jugement homologué le 26-9-1923 et confirmé le 8-12-1923 par la Cour d'Appel de Paris.)

La Banque industrielle s'engage à payer, dans une période maxima de 25 ans la totalité de son passif. Les titres de créance originaires sont échangés contre des « Bons de répartition » de 500 fr. chacun, au porteur, qui représentent les uns les créances chirographaires, les autres les créances nanties, ces dernières appartenant aux établissements de crédit qui ont participé au renflouement de la

Banque industrielle, à la Banque de France (1), au Gouvernement français et au Gouvernement général de l'Indochine qui a avancé pour trente millions de francs.

Les créances nanties sont représentées par deux catégories de bons de répartition A et B correspondant aux deux avances consenties par le consortium. Les porteurs de ces bons comme ceux des bons chirographaires ont créé des associations qui ont le droit de prendre communication de la comptabilité de la Banque et de la Société de gérance.

La loi du 8 février 1923 autorise les créanciers d'Extrême-Orient (2) à échanger leurs Bons de répartition au pair contre les bons 5 % amortissables par contrats ou tirages en 23 ans et dont le service en intérêts et amortissement correspond aux annuités restant dues de l'indemnité des Boxers (3).

(1) Pour la Banque de France, les certificats sont nominatifs.

(2) Ont qualité de créanciers d'Extrême-Orient :

1° Les personnes sociétés ou associations ressortissant de l'un des Etats de l'Extrême-Orient ;

2° Les créanciers (personnes, sociétés ou associations), en vertu d'opérations avec l'une quelconque des agences d'Extrême-Orient de la B. I. C., de sommes déposées dans une de ces agences, de titres de créances (traites, effets, chèques, lettres de crédit, etc.), due par la B. I. C. et payables à l'une quelconque des agences ou dont l'une de ces agences serait responsable ;

3° Les personnes, sociétés ou associations établies en Extrême-Orient, ou qui y sont représentées par des agents, succursales ou bureaux, pour les opérations traitées d'Extrême-Orient avec un siège de la B. I. C. situé dans un pays quelconque. Les sociétés ou associations ayant leur siège social hors de l'Etat, mais y ayant toute leur activité et tous leurs sièges d'exploitation ;

4° Les personnes n'entrant pas dans la catégorie 1, mais ayant leur résidence habituelle en Extrême-Orient et devenues créancières d'un siège quelconque de la B. I. C.

(3) Cf. Annexe, p. 111.

II. — *La Société française de gérance de la Banque industrielle de Chine (établissement franco-chinois).*

Constituée le 3 octobre 1922 la Société qui jouit de patronages de premier ordre (Banque de Paris et des Pays-Bas) procéda aussitôt à la réouverture des agences de Saïgon et de Hanoï (19 octobre), de Paris (20 novembre), de Lyon et de Marseille (2 janvier 1923). Les agences de Chine, Pékin, Shanghai, Tientsin, Hankéou et Hongkong n'ont été ouvertes qu'à partir de février 1923, après la ratification par le Parlement des accords de 1922 (Loi du 8 février 1923).

Le capital social fixé à 10 millions de francs représenté par 2.000 actions nominatives de 5.000 à souscrire en numéraires, constitue en réalité un capital de garantie destiné à parer à un déficit éventuel de gestion. La Banque dispose en effet d'un fonds de roulement de 50 millions mis à sa disposition par la Banque industrielle, pour toute la durée du contrat de gérance. Ce capital a été porté à 20 millions, en prévision de l'augmentation du volume des affaires de la Banque provoquée infailliblement par la distribution des bons 5 % or 1925 revenant aux créanciers d'Extrême-Orient de la Banque industrielle. Cette distribution en apportant le règlement définitif de leurs créances devait ramener à ses guichets un grand nombre de clients de la Banque industrielle. A l'occasion de cette augmentation de capital, les 2.000 actions de 5.000 fr. qui constituent le capital d'origine sont remplacées par 2.000 actions de 500 fr., toutes les actions étant fixées à 500 fr. de montant nominal. En même temps, la Société tant pour des

commodités dans les relations avec les Banques étrangères que pour effacer autant que possible le souvenir malheureux de la Banque industrielle, prit la dénomination plus agréable et plus « bancaire » de Banque franco-chinoise pour le commerce et l'industrie, Société anonyme française. Le rapide développement de ses opérations amena la Banque à porter en 1926 son capital à 40 millions. En août 1927, le gouvernement chinois, profitant de la faculté qui lui avait été réservée par les accords de 1922 et de 1925, souscrivit 10 millions de francs d'actions, ce qui porte le capital de la Banque à 50 millions. En même temps il s'est fait reconnaître le droit de souscrire le tiers de toute nouvelle augmentation du capital de la Société, dont les statuts doivent être soumis à son approbation. De son côté, la Société s'engage à consacrer toute son activité au développement industriel et commercial de la Chine (le nom qu'elle a pris indique tout son programme) et à pourvoir, de concert avec le Comité de direction de Pékin, à la bonne exécution des contrats passés entre le gouvernement chinois et la Banque industrielle.

Administration. — De même qu'un tiers des actions nouvelles lui sera réservé dorénavant, de même un tiers des sièges tant au Conseil d'administration qu'au Comité de Pékin est réservé aux représentants du Gouvernement chinois. — En outre, la Société possède un Directeur général chinois et un Directeur général français, deux inspecteurs, un Français et un Chinois. Un sous-directeur chinois doit être en principe affecté à chaque agence de Chine qui relève directement du Comité de Pékin. Le Comité de Pékin a pour mission de :

Surveiller la négociation et l'exécution des contrats passés avec le Gouvernement chinois ;

Contrôler et inspecter les agences de Chine pour l'organisation desquelles il doit faire des propositions au Conseil d'Administration et entre lesquelles il répartit les fonds mis à sa disposition par le Conseil d'administration.

Les bénéfices. — La Société fonctionnant comme gérante de la Banque Industrielle les bénéfices sont répartis de la manière suivante :

1° 5 % pour la constitution de la réserve légale ;

2° Une première attribution correspondant à 8 % du montant versé et non remboursé sur le capital de la Société ;

3° Une seconde attribution de 1 % sur les encaissements faits pour le compte de la Banque Industrielle, ce prélèvement ne pouvant dépasser la moitié de la somme qui pourrait lui revenir en vertu du paragraphe précédent ;

4° Sur ce qui reste après ces trois prélèvements 5 % sont attribués au Conseil d'administration ;

5° Le solde est employé à concurrence de 10 millions à constituer une « réserve légale ». Cette réserve constituée, la Société touche 5 % sur le solde des bénéfices après les prélèvements prévus aux 4 paragraphes précédents, le reste soit 95 % revenant à la Banque Industrielle.

Comme les autres établissements de crédit qui y sont installés la Banque Franco-Chinoise a eu à souffrir de la guerre civile en Chine. Elle a dû supprimer les agences de Hankeou et de Canton (ouvertes en 1924) et mettre les autres au ralenti. Malgré cette crise passagère qui l'oblige

à reporter toute son activité sur l'Indochine en attendant des temps meilleurs, les bénéfices de la Banque sont en progression constante. De 12.845.459 fr. en 1924 ils sont passés à 16.155.821 en 1925; 33.473.933 en 1926; 40.588.816 en 1927 et 36.253.092 en 1928. (Les chiffres de 1927 sont dûs à des événements exceptionnels).

Voici comment s'établissait au 30 juin 1928 le bilan de cet établissement, l'assemblée générale se réunissant en décembre.

ACTIF	
Caisses et Banques..... fr.	120.341.658 10
Portefeuille commercial.....	359.310.232 65
Comptes courants débiteurs.....	354.699.034 43
Reports	7.787.711 10
Titres et participations financières.....	7.883.652 57
Débiteurs par acceptations.....	35.084.676 35
Effets reçus à l'encaissement.....	58.993.159 79
Comptes d'ordre et Divers.....	1.081.687 87
TOTAL..... fr.	945.181.812 86
PASSIF	
Capital	50.000.000 »»
Réserve légale.....	5.304.965 35
Réserve spéciale.....	10.000.000 »»
Prime d'émission.....	3.847.000 »»
Fonds de roulement.....	73.039.377 57
Comptes courants et de dépôt.....	642.394.399 96
Effets à payer.....	10.150.952 69
Acceptations à échoir.....	35.084.676 35
Comptes d'encaissement.....	58.993.159 79
Comptes d'ordre et Divers.....	9.098.757 91
Agences d'Extrême-Orient.....	7.847.495 85
Reports Exercices antérieurs.....	3.167.934 63
Profits et Pertes Exercice 1927-1928.....	36.253.092 76
TOTAL..... fr.	945.181.812 86

Annexe. — Indemnité des Boxers. — Pour délivrer les légations de Pékin assiégées en 1900 par les Boxers insurgés, une expédition militaire internationale avait été envoyée en Chine. Les puissances qui y avaient pris part réclamèrent et obtinrent en 1901 le remboursement des frais de l'expédition et des dommages subis par leurs nationaux, qui furent fixés à 450 millions de haïkouan taëls (le taël valant 3,75 francs-or ou 0,742 dollar-or) répartis comme suit : Russie 28,971 %; Allemagne 20,015; France 15,750 (soit 265 millions de francs); Grande-Bretagne 11,249; Japon 7,731; Etats-Unis 7,739; Italie 5,914; Autriche-Hongrie 0,889; autres puissances 1,742.

L'indemnité payable en 39 ans avec un intérêt de 4 %, est largement garantie :

1° par le reliquat des revenus de la douane maritime, après le service des emprunts antérieurs gagés sur ces revenus ;

2° par les revenus des douanes indigènes;

3° par les revenus de gabelle;

Au total des gages d'une valeur nette de 97 millions de taëls par an pour une annuité de 12.912.000 taëls.

Jusqu'en 1917 les annuités ont toujours été régulièrement et intégralement versées à une Commission de Banquiers à Shanghai chargée de répartir les intérêts et amortissements entre les ayants-droit. Au moment de l'entrée en guerre de la Chine aux côtés des alliés un moratoire lui fut accordé pour cinq ans, le service des annuités non payées étant reporté sur les années de 1940 à 1945. En 1921, les Etats-Unis firent remise définitivement de leur part d'indemnité à la Chine, dont une partie est affectée à des

œuvres de rapprochement sino-américain. La Russie, l'Allemagne et l'Autriche avaient également abandonné leurs parts.

Les accords de 1922. — A la suite du Gouvernement chinois qui avait demandé le 4 avril 1921 à la France de renoncer à sa part dans l'indemnité des Boxers (1), les milieux universitaires de Chine insistèrent en faveur de sa remise et de son affectation à des œuvres franco-chinoises.

L'occasion était belle pour la France de faire une large geste qui servit en même temps ses intérêts.

La loi du 23 mars 1922 autorise le gouvernement à affecter les versements dus par la Chine sur l'indemnité des Boxers à la conclusion d'une opération de crédit ayant pour objet la sauvegarde des intérêts matériels et moraux de la France en Extrême-Orient aux termes desquels le Gouvernement chinois s'engage à reprendre le service régulier des annuités. Elles sont affectées :

1° au service des intérêts et de l'amortissement des Bons 5 % remis aux créanciers d'Extrême-Orient dont le montant des créances est estimé à 188 millions de francs-or ;

2° à des œuvres franco-chinoises d'éducation ;

3° à la libération des actions du Gouvernement chinois.

Pour l'application de la convention de 1922, un accord a été conclu le 12 avril 1925 entre les Gouvernements

(1) La France avait encore à recevoir :

9 annuités de 14.461.405 francs-or ;

9 annuités de 20.879.637 francs-or ;

5 annuités de 14.461.405,04 francs-or ;

payables mensuellement à partir du 1^{er} décembre 1922, date de l'expiration du moratoire.

français et chinois en vertu duquel la Banque franco-chinoise est chargée d'encaisser les mensualités que l'Administration des douanes maritimes chinoises doit verser à dater du 12 novembre 1924, au titre du reliquat de la part française de l'indemnité de 1901. Ces sommes sont utilisées au service des Bons 5 % or 1925 de la République Chinoise à distribuer aux créanciers de la Banque Industrielle.

D'autre part la Banque doit exécuter les arrangements conclus par la Banque Industrielle avec le Gouvernement chinois en ce qui concerne le service des annuités en faveur des œuvres franco-chinoises d'instruction publique et de bienfaisance et régler les comptes du Gouvernement chinois avec la Banque Industrielle.

SECTION II

LES BANQUES FRANÇAISES

Le groupe des banques françaises, qui n'ont pas d'attache officielle comme la Banque de l'Indochine et la Banque Franco-Chinoise, est dominé et de loin par la puissante organisation de la Société financière française et coloniale dont on a dit que c'est une « entreprise hors classe » tenant à la fois de la Banque d'affaires, du trust et du holding et dont l'ascension rapide fait l'admiration de tous. Fondée en 1920, au capital de 10 millions de francs porté à 20 millions en 1923, à 30 millions en 1924, à 50 millions en 1925, puis à 60 millions en 1927, la Société financière française et coloniale s'occupe plus des affaires coloniales que des opérations de banque proprement dites.

Elle ne les pratique que tout autant que ces opérations se rapportent aux entreprises qu'elle contrôle et qui sont réparties dans toutes les branches de l'activité industrielle et commerciale tant en France qu'aux colonies.

Citons pour la France :

La Compagnie centrale d'énergie électrique à Rouen, la Société algérienne d'éclairage et de force, la Société franco-belge de matériel de chemins de fer, la Société dauphinoise de constructions mécaniques, la Société des Soieries F. Ducharne, la Société anonyme de publications périodiques (Imprimerie Desfossés), la Société nouvelle du Val d'Or (papier à cigarettes).

Hors de France elle s'est installée en Afrique occidentale et à Madagascar, dans la « Grande Ile » où elle s'occupe de salines, de minerais, de pierres précieuses et de plantes à parfum. Mais le centre de son activité *paraît être* l'Indochine, dont elle a entrepris la conquête économique. Le Comptoir National d'Escompte qui avait été le premier à s'installer en Indochine, est resté le premier des établissements de crédit métropolitains qui s'occupe sérieusement de l'exploitation de la colonie. Les entreprises qui, en Indochine, font partie du « groupe Homberg » du nom du Président de la Société comprennent :

La Société coloniale d'éclairage et d'énergie, la Société de chalandage et de remorquage de l'Indochine, la Société française d'entreprises de dragages et de travaux publics, la Société de Caoutchoucs de l'Indochine, la Société Indochinoise de cultures tropicales, la Société des sucreries et raffineries de l'Indochine, la Société cotonnière de Saïgon, la Société des verreries d'Extrême-Orient, la Société des

mines d'or de Bao-Lac, la Société nouvelle des phosphates du Tonkin, la Société indochinoise de charbonnage et de mines métalliques, la Société de chimie d'Extrême-Orient, la Société des corps gras d'Extrême-Orient, la Société des papeteries de l'Indochine, l'Imprimerie d'Extrême-Orient, la Société anonyme des Etablissements Delignon (soieries), la Société des Tramways de l'Indochine, la Société de l'Indochine.

La Société possède des agences à Saïgon, Hanoï, Haïphong, Pnom-Penh, Cantho, qui permettent à sa clientèle de faire toutes opérations de banque et de change.

Parallèlement à l'augmentation du capital les dividendes sont passés de 35 fr. en 1921 à 40 en 1922 ; 60 en 1923, 80 en 1924 ; 100 en 1925. Fixés à 125 en 1925 et 1926, ils sont montés à 140 au dernier exercice.

Le Bilan de la Société financière au 31 décembre 1928 s'établit comme suit :

ACTIF	
Immeubles (Paris et Indochine)..... fr.	31.002.706 94
Frais de constitution et d'augmentation de capital	1 »»
Mobilier et aménagement, déduction faite des amortissements	2.250.406 70
Actionnaires	19.565.625 »»
Banquiers et Caisse.....	60.632.940 05
Portefeuille « Effets » et Valeurs du Trésor....	18.103.163 32
Portefeuille « Titres ».....	148.766.235 75
Comptes courants Paris 80.322.196 47	31.218.202 53
— Indo-Chine . 50.896.006 06	
Comptes d'ordre.....	18.462.983 28
TOTAL..... fr.	430.002.264 57

PASSIF

Capital	fr.	60.000.000 »»
Réserves Primes sur augmenta- tion de capital....	39.017.315 45	70.736.353 24
— Réserve légale.....	4.219.037 79	
— Réserve spéciale.....	20.000.000 »»	
— Réserve p ^r immeubles	7.500.000 »»	229.672.337 52
Créditeurs divers Paris.....	187.864.986 40	
— Indochine ...	41.807.351 12	
Comptes d'ordre.....		27.383.032 41
Bénéfices reportés 1927.....		11.932.034 42
Profits et Pertes 1928.....		30.278.506 98
TOTAL..... fr.		430.002.264 57

La Société a souscrit d'autre part, avec la Banque de l'Indochine, la plus grande partie du capital du Crédit Foncier de l'Indochine et du Crédit foncier agricole de l'Indochine, filiale de la précédente et destinée à faire des prêts agricoles, le Crédit foncier limitant son action aux prêts urbains.

*
**

En dehors de ces trois « géants », le monde bancaire de l'Indochine comprend encore :

La Banque de Saïgon, société indochinoise ayant son siège à Saïgon a été fondée en décembre 1926, au moment où l'Indochine traversait une crise. La Banque qui a encore à surmonter les difficultés de la période de début, a porté son capital de 10 à 30, puis à 50 millions en 1928. Elle n'a pas encore distribué de dividende ;

La Société financière d'Indochine, capital 20 millions de francs, qui effectue toutes les opérations financières, industrielles, commerciales et agricoles, ainsi que toutes les entreprises de travaux publics et de transport ;

La Société indochinoise de commerce, d'agriculture et

des finances, capital 10 millions de francs, qui s'occupe surtout des prêts et avances sur plantations, des achats et ventes de terrains de cultures ;

L'Union financière indochinoise, capital 2.500.000 de francs ;

La Société annamite de Crédit, fondée depuis 3 ans est le premier (et encore le seul) essai de Banque par les indigènes. Ne disposant pas de patronages aussi compétents que les autres maisons de la place, la Société annamite de Crédit, au capital modeste (250.000 piastres soit environ 2.500.000 francs), ne s'est pas, jusqu'ici, fait parler d'elle. Dans ce domaine, comme dans les autres, plus que dans tous les autres, les indigènes ont encore beaucoup à apprendre, tout à apprendre. Si l'administration s'est occupée de l'instruction des indigènes, elle a toujours intentionnellement dirait-on, négligé leur éducation économique. Favorisant outre mesure leur penchant pour le mandarinat, elle s'est proposée pour tâche d'en faire seulement des fonctionnaires. Il y a là une grave erreur qu'il faut combattre pour le bien de tous, protecteurs comme protégés.

SECTION III

LES BANQUES ÉTRANGÈRES

Elles sont représentées en Indochine par :

La Yokohama Specie Bank, au capital de 100 millions de yens (le yen vaut actuellement 12 fr. environ) ;

La Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation, au capital de 20 millions de dollars de Hong-Kong ;

La Chartered Bank of India, China and Australia,

capital 3 millions de livres sterling, toutes deux possédant des agences à Saïgon et à Haïphong ;

et la Bank of East Asia, fondée en 1919 à Hong-Kong, au capital de 2 millions de dollars.

Ces établissements pratiquent surtout les opérations de banque et de change.

••

Le Compradore. — Produit du contact de l'organisation économique occidentale avec le monde oriental, le compradore est le collaborateur indispensable de toutes les banques européennes qui fonctionnent en Extrême-Orient. Ne pouvant apprécier par elles-mêmes la solvabilité de leurs clients asiatiques, les uns parce qu'ils ne sont pas commerçants, les autres surtout les Chinois qui constituent la très grande majorité, parce qu'ils ne tiennent pas de comptabilité permettant de suivre leurs opérations, toutes les Banques européennes ont recours à des intermédiaires indigènes appelés « compradores ».

Personnage connu dans le monde commercial indigène, le compradore qui joue le rôle d'un courtier ducroire, reçoit de la Banque, outre un traitement fixe fort appréciable, un pourcentage sur le montant des affaires traitées avec « ses » clients. En revanche, la Banque lui exige une garantie soit personnelle (caution dont elle puisse apprécier la solvabilité), soit réelle (dépôts de garantie en numéraires ou hypothèques au profit de la Banque). Ce poste, jusqu'ici occupé exclusivement par les Chinois, commence à attirer les Annamites, dans les Banques françaises tout au moins.

CONCLUSION

Nous voici à la fin de notre rapide excursion dans le domaine du crédit indochinois. Qu'il s'agisse du crédit foncier et agricole ou du crédit industriel et commercial, la même remarque s'impose. Leur organisation est encore à l'état embryonnaire et leur statut n'est pas déterminé. La réforme des institutions existantes comme la création de celles qui manquent s'imposent en toute urgence et cependant leur réalisation tarde toujours. Alors que ses voisines, l'Inde anglaise et les Indes néerlandaises jouissent d'organisations dont la plus récente date d'un quart de siècle, l'Indochine n'a pas dépassé la période de tâtonnement. Elle attend encore la charte de son crédit agricole et la réforme de son institut d'émission dont dépend l'avenir et de son crédit agricole et de son crédit industriel et commercial, toute sa vie économique, est toujours pendante.

L'importance comme l'urgence de ces travaux n'ont pas échappé à ceux qui ont la charge des destinées de l'Indochine. Il ne semble pas qu'ils aient le souci ou le pouvoir d'activer leur réalisation. Le problème de la stabilisation de la piastre, posé dès le début du siècle, n'est pas près d'être résolu, depuis bientôt deux ans que la monnaie métropolitaine est stabilisée. Le privilège de la Banque de l'Indochine arrivé à expiration en janvier 1920, est toujours prorogé d'année en année ou de six mois en six mois depuis neuf ans. Sur son renouvellement étudié en 1922, le

silence s'est fait (1). L'organisation du crédit agricole qui est à l'étude depuis deux ans aura pour résultat, si elle est bientôt terminée, de mettre un terme à ces prorogations indéfinies, tout en dotant le pays des ressources financières dont il a besoin.

En y comprenant les entreprises qui ne sont pas directement contrôlées par les puissants établissements que nous avons étudiés, le montant des capitaux français investis en Indochine, d'après une évaluation récente, serait de l'ordre de 2 milliards de francs. C'est peu par rapport aux placements français à l'étranger qu'on estime à 20 ou 25 milliards de francs, et aussi si on le compare à ce qui reste à faire en Indochine. Une solution rapide du problème monétaire en même temps qu'un aménagement plus rationnel du privilège d'émission feront affluer davantage en « France d'Orient » les capitaux métropolitains qui commencent encore timidement, à en connaître le chemin pour le bien des uns et des autres. L'Indochine, qu'elle le veuille ou non, ne peut encore se passer de la tutelle de la France et la richesse pour l'une, c'est aussi un peu de bien-être pour l'autre.

(1) Au moment de mettre sous presse, nous apprenons qu'un projet de convention a été remis à la Banque de l'Indochine pour le renouvellement de son privilège. Souhaitons qu'une solution intervienne rapidement. Le privilège de la Banque de l'Afrique Occidentale française est déjà renouvelé : l'Indochine serait seule à ne pas régulariser le statut de son institut d'émission qui attend depuis dix ans. Le retard apporté au règlement de cette situation a déjà privé l'Indochine d'avantages pécuniaires qu'on peut évaluer à au moins 30 millions de francs.

Vu : *Le Doyen,*
BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
Alb. AFTALION.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- J.-H. ADAM. — *L'argent métal et la question monétaire indo-chinoise*. Thèse, Paris, 1922.
- A. AFTALION. — *Monnaie, prix et change*. Paris, Recueil Sirey, 1927.
— *Monnaie et industrie*. Paris, Recueil Sirey, 1929.
- P.-M. ALBERTINI. — *Le développement des Banques populaires en France*. Thèse, Paris, 1926.
- ANGOULVANT. — *Les Indes Néerlandaises*. Paris, Le Monde Nouveau, 1926.
- H. BAUDOUIN. — *La Banque de l'Indo-Chine*. Thèse, Paris, 1903.
- A. BOUDILLON. — *Le régime de la propriété foncière en Indo-Chine*. Paris, E. Larose, 1915.
— *La réforme du régime de la propriété foncière en Indochine*. Hanoï, Ideo, 1927.
- A. BUREAU. — *La crise bancaire en 1921-1923*. Thèse, Paris, 1923.
- G. CAILLARD. — *L'Indochine*, 3^e édition. Paris, Notre domaine colonial, 1929.
- A. CUNIAU. — *Essai sur le Crédit agricole en Indochine*. Thèse, Paris, 1904.
- Max DAVID. — *Etude sur la Banque de l'Indochine*. Thèse, Paris, 1909.
- L. DURAND. — *Le crédit agricole en France et à l'étranger*. Paris, Chevalier, Marescq et C^{ie}, 1890.
- G. FRANÇOIS et H. MARIOL. — *Législation coloniale*. Paris, Larose, 1929.
- GALLOIS-MONTBRUN. — *Du gage immobilier et de l'hypothèque en droit annamite*.
- GERMAIN-MARTIN. — *Les problèmes du crédit en France*. Paris, Payot, 1919.
- A. GIRAULT. — *Principes de colonisation et de législation coloniale*. Paris, Recueil Sirey, 1927-1929.
- R. GUEYFFIER. — *Essai sur le régime des terres en Indochine (pays annamites)*. Thèse, Lyon, 1928.
- G. HANOTAUX. — *L'empire colonial français*. Paris, Plon, 1929.
- Y. HENRY. — *Mission d'études aux Indes Néerlandaises. Bulletin économique de l'Indochine*, n° 175, année 1925.
— *Le Crédit populaire agricole et commercial aux Indes Néerlandaises*. Hanoï, Ideo, 1926.

- Y. HENRY. — *Le Crédit populaire agricole et commercial aux Indes Néerlandaises*. Hanoi, Ideo, 1926.
- O. HOMBERG. — *La France des cinq parties du monde*. Paris, Plon, 1927.
- E. JOBBÉ-DUVAL. — *La commune annamite*. Paris, Larose, 1896.
- A. LOYE. — *Historique du Crédit agricole mutuel indigène de Cochinchine*. Saïgon, Testelin, 1929.
- E. MATHIEU. — *La propriété foncière et ses modalités en droit annamite*. Paris, Larose et Tenin, 1909.
- *Le prêt usuraire et le crédit agricole en Cochinchine*. Paris, Recueil Sirey, 1912.
- MINGOT. — *La question des banques coloniales*. Thèse, Paris, 1912.
- MONTAIGRET. — *La colonisation française dans l'Est de la Cochinchine*. Thèse, Paris, 1929.
- NGUYÊN XUAN GIAC. — *Essai sur le régime économique de la Cochinchine*. Thèse, Paris, 1920.
- B. NOGARO. — *Le problème monétaire dans l'Indochine française*. *Revue économique internationale*, 1922.
- B. NOGARO et W. OUALID. — *L'évolution du commerce, du crédit et des transports depuis 150 ans*.
- G. NORMAND. — *Sociétés de crédit et Banques à succursales en France*. Paris, Perrin et C^{ie}, 1924.
- W. OUALID. — *Le privilège de la Banque de l'Indochine et la question des banques coloniales*. Paris, M. Giard, 1923.
- PHILASTRE. — *Code Annamite*, 2 vol. Paris, Leroux, 1909.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de Droit civil*, 9^e édit., t. II. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1926.
- A. SARRAUT. — *La mise en valeur des Colonies françaises*. Paris, Payot, 1923.
- É. SERVAIS. — *Banques d'émission*. Paris, 1920.
- H. SIMONI. — *Le rôle du capital dans la mise en valeur de l'Indochine*. Thèse, Paris, 1929.
- R. VALLY. — *Les banques coloniales françaises d'émission*. Thèse, Paris, 1924.
- H. VASSAL. — *Le Crédit agricole en France et son avenir*. Thèse, Aix, 1928.
- A. VEAUX. — *Le Crédit agricole et populaire en France*. Thèse, Rennes, 1928.
- Rapports annuels de la Commission de Surveillance des Banques Coloniales.*
- Rapports au Conseil Colonial de Cochinchine.*

Rapports au Conseil de Gouvernement de l'Indochine.

Rapports des Conseils d'Administration des Banques.

Répertoire chronologique et alphabétique des Lois, Décrets, Ordonnances, promulgués ou appliqués en Indochine, 2 vol.

La Grande Encyclopédie.

Le Monde Economique.

La Revue Economique Internationale.

La Revue d'Economie Politique.

L'Economiste Français.

Le Journal des Economistes.

La Revue Politique et Parlementaire.

La Revue du Pacifique.

L'Eveil Economique de l'Indochine.

Le Bulletin Economique de l'Indochine.

Le Moniteur d'Indochine.

Table des Matières

	Pages
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

LE CRÉDIT AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER. — *Son organisation en Cochinchine.*

§ 1. — Dans l'ancien Empire d'Annam.....	9
§ 2. — Sous la domination française : les prêts sur récoltes	12
§ 3. — Les Sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel : l'Arrêté du 28 janvier 1928....	15

CHAPITRE II. — *Le Crédit aux Colons français. — Les prêts aux planteurs d'hévéas. — La Caisse française de Crédit agricole mutuel.....*

33

CHAPITRE III. — *Son organisation dans les pays de protectorat. Le Crédit populaire agricole : l'Arrêté du 21 juillet 1927.....*

38

DEUXIÈME PARTIE

LE CRÉDIT FONCIER

CHAPITRE UNIQUE. — *Les pratiques du Crédit foncier dans l'ancien Empire d'Annam. — La vente à réméré et le nantissement immobilier. — La publicité immobilière. — Le nouveau régime foncier de l'Indochine : les Décrets des 21 juillet 1925 et 23 novembre 1926.....*

51

TROISIÈME PARTIE

LE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

CHAPITRE PREMIER. — *La Banque de l'Indochine.*

SECTION PREMIÈRE. — L'organisation de la Banque :

- § 1. — Le capital, les dividendes et les réserves... 64
- § 2. — L'administration : au siège social et dans les succursales et agences..... 67
- § 3. — Le contrôle de l'Etat : le Commissaire du Gouvernement, le Censeur administratif, la Commission de surveillance des Banques coloniales..... 71

SECTION II. — Les Opérations de la Banque .

- § 1. — Le crédit agricole..... 74
- § 2. — Le crédit commercial. — Le problème monétaire indochinois : la stabilisation de la piastre..... 74
- § 3. — Le crédit industriel..... 82

SECTION III. — Le renouvellement du privilège. Le projet de loi de 1922 et la convention du 24 mai 1923..... 86

CHAPITRE II. — *Les autres établissements de crédit.*

SECTION PREMIÈRE. — La Banque Franco-Chinoise :

- I. — La Banque Industrielle de Chine..... 97
- § 1. — Les origines : le consortium international des affaires chinoises..... 98
- § 2. — La crise de 1920..... 101
- II. — La Société française de gérance..... 104

SECTION II. — Les Banques françaises..... 113

SECTION III. — Les Banques étrangères..... 117

CONCLUSION 119

